



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

5 000 POLICIERS EN RÉSISTANCE


DE LUC RUDOLPH

ACTES DE COLLOQUE

POLICE
NATIONALE



SHPN
SERVICE HISTORIQUE
DE LA POLICE NATIONALE



Directeur honoraire des services actifs de la police nationale, en retraite depuis 2009, **Luc Rudolph** nous livre dans l'ouvrage *5 000 policiers en résistance* le précieux résultat de plus de 15 années de recherches destinées à valoriser l'histoire des hommes et femmes de la police qui ont choisi de faire face à l'occupant sous le régime de Vichy. Ce travail représente un véritable mémorial des policiers résistants, est paru au mois d'avril 2025 aux éditions *Les Livres de l'Îlot*.

Le colloque du 16 septembre 2025, qui s'est déroulé le mardi 16 septembre 2025 au musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne (94), a donné la parole à l'auteur et plusieurs autres intervenants. Voici leurs propos, dans l'ordre de prise de parole.





INTRODUCTION

par Jean-Marc BERLIÈRE
Historien

Le « *police bashing* » actuel (« Tout le monde déteste la police », « un bon policier est un policier mort », « la police tue », ACAB — *all cops are bastards* —, etc.) est malheureusement bien représentatif d'un temps où le manichéisme règne en maître, où toute nuance, toute tentative de compréhension et d'explication sont assimilés à de la complaisance et classent immédiatement leurs auteurs dans le mauvais camp.

L'image noire de la police tient à différentes causes, notamment la période de la guerre d'Algérie (le drame du 17 octobre 1961) et celle de l'Occupation. Pour cette dernière, les choses sont claires pour ceux qui croient savoir et diffusent des images simplistes : les policiers sont des collabos, « pires que les SS » qui, incarnent la partie la plus visible de la collaboration — arrestations, « rafles », garde et protection des services et des lieux de plaisir de l'occupant. C'est au point que, des discours présidentiels aux publications d'historiens et d'auteurs engagés¹ (et je ne parle pas des médias !) la France, les Français, « Vichy », la police française se voient attribuer depuis Paxton le premier rôle dans le crime que constitue la « solution finale de la question juive » au point que les nazis, l'occupant, les SS, Himmler, Heydrich, Hitler, mais également la défaite, l'armistice, l'Occupation ont disparu des discours commémoratifs et mémoriels.

Ai-je besoin de dire que dans l'ambiance actuelle, face à cette recherche permanente de culpabilité qui s'apparente souvent à de l'autoflagellation, évoquer une résistance policière, des policiers résistants... suscite au mieux l'incrédulité quand ce n'est pas le soupçon et des accusations diverses : essayer de contextualiser, rappeler les faits, les rôles réels et les responsabilités, c'est faire acte de complicité avec la droite extrême, être considéré comme un nostalgique de l'État français, de Pétain... L'histoire, la rigueur historique qui devraient servir de boussole sont balayées.

Pourtant, dans un pays occupé, mais qui a conservé un gouvernement légal sinon légitime, un gouvernement porteur d'un projet idéologique qui présente bien des traits communs avec l'idéologie du vainqueur, des policiers, pris entre leur devoir professionnel, leur culture d'obéissance et la morale, mais aussi le sens de l'honneur, le patriotisme n'ont pas hésité à désobéir donc à résister aux ordres, aux pressions et menaces.

Face à une opinion incrédule voire hostile, il était donc crucial, « d'utilité publique » — morale et historique — d'étudier ce sujet « scandaleux ». Mais pour dépasser les idées convenues du prêt-à-penser, il fallait s'attaquer à une tâche difficile, délicate complexe, énorme...

Et d'abord répondre à cette question : qu'est-ce que résister pour un policier ? Un geste de compassion, un avertissement, un regard détourné sont importants et sauvent des vies mais ne laissent pas de trace. Qu'est-ce qu'un résistant ? Qu'est-ce qu'un policier résistant ? Un membre déclaré d'un réseau ou d'un mouvement homologué, un détenteur du CARIF (certificat d'appartenance à la Résistance intérieure française) sur l'attribution duquel après-guerre, il y aurait beaucoup à dire ? Les titulaires de décorations et autres médailles ? Mais alors *quid* des résistants isolés, des auteurs d'actes individuels ? *Quid* de ceux qui ont prévenu, fermé les yeux, détruit des pièces à conviction, fourni des faux papiers, laissé sciemment s'échapper des gens interpellés, sans papiers en règle sans jamais s'en vanter ? *Quid* de ceux qui, par modestie, discrétion, scrupules n'ont jamais rien sollicité, estimant n'avoir fait que leur devoir : ce qui ne fut pas le cas de résistants d'opérette, d'imposteurs voire d'authentiques crapules qui ont bénéficié d'appuis politiques ou de complicités intéressées pour faire oublier leur passivité ou, pire, leur collaboration active et tromper les instances liquidatrices d'après-guerre comme ce fut le cas de certains membres des « gestapos françaises » et de tueurs de la rue Lauriston. Cela suppose aussi de percer les préjugés et une image noire de la police aggravée par la nécessité du double jeu. Bien garder à l'esprit que, pour saboter la répression, un policier doit y participer et même montrer du zèle pour tromper son monde. Certains sont même entrés sur ordre dans la Gestapo ou dans des officines travaillant pour le SIPO-SD. Ils l'ont fait pour obéir aux instructions de leurs réseaux et ont souvent payé de leur vie ou de leur liberté ces actions dangereuses qui ont pu se révéler mortifères à la Libération faute de témoins survivants pour attester du stratagème.

Ensuite il fallait repérer, situer, inventorier une masse considérable d'archives de toutes natures, dispersées dans des centres multiples, puis les analyser, les critiquer, les comparer... afin de ne pas être dupe de leur contenu, et ce faisant percer le silence, la pudeur de

ceux qui ne se pensaient pas comme résistants et n'ont jamais sollicité la moindre attestation. Il ne faut jamais oublier dans ce travail la nécessité absolue du secret dans laquelle évoluaient ces policiers vis-à-vis de leurs familles, de leurs collègues, de la hiérarchie, de l'occupant et ses auxiliaires, mais aussi déceler les imposteurs, les certificats et attestations de complaisance sollicités et produits dès la Libération².

On ne saurait non plus oublier l'attitude de la hiérarchie et de l'administration après la Libération pas plus que celle de juges d'instruction qui avaient délivré des commissions rogatoires dont ils poursuivaient désormais les exécutants. Ces attitudes ont été particulièrement néfastes à la mémoire des policiers résistants. Quelques exemples consternants en attestent : la veuve d'Edmond Dubent, l'initiateur du premier réseau Honneur de la Police, mort en déportation, a dû attendre les années 1950 pour toucher une pension dont il avait largement acquis les droits ; les policiers du service des étrangers de Nancy qui ont sauvé près de 300 juifs de la rafle du 19 août et qui n'ont connu que des carrières médiocres, des avancements retardés ; les policiers du contrôle général de la surveillance du territoire et notamment leur chef, le contrôleur général Castaing, radié par Vichy, arrêté et déporté par les Allemands pour avoir livré une lutte efficace et impitoyable contre leurs agents et qui ne fut jamais réintégré après son retour des camps : la commission d'épuration confirma sa révocation par Vichy au prétexte que 10 % des opérations menées par ce service de surveillance du territoire concernaient des gaullistes, oubliant que 90 % visaient des agents au service des Allemands ou des Italiens ; Mondanel, contrôleur général de la PJ de la SN, arrêté, déporté et jamais réintégré à cause d'arrestations de communistes avant l'été 1941, au temps du pacte germano-soviétique : on n'en finirait pas de citer les injustices et les malentendus de la Libération, le rôle trouble d'épurateurs intéressés, la gêne de la hiérarchie face à une réalité difficile à reconnaître : résister impliquait de désobéir aux ordres, « couler des affaires », donc trahir les chefs, les collègues... autant de très mauvaises notes dans une institution fondée sur la discipline et la culture d'obéissance. À la Libération, les premiers moments d'euphorie passés, il semblait difficile au sein de l'administration de faire la promotion de ce qui est considéré comme une faute professionnelle au sein de l'institution même si, sur le plan moral, ces actions sauvaient son honneur. Et puis, tout considéré, il faut bien voir et comprendre que l'engagement voire le sacrifice des policiers résistants soulignaient avec acuité la passivité ou l'extrême prudence des autres.

Ajoutons pour faire bon poids le discrédit provoqué par l'attitude de certains policiers promus au titre de la Résistance qui ajoutèrent la vindicte et l'intérêt à leur incompétence : l'épuration, à la SN, mais surtout à la PP, met en lumière la course aux places, les trafics divers, les liaisons dangereuses (*Honneur de la Police* avec Joinovici, etc.), la médiocrité des « promus » à

des postes qui dépassaient leurs capacités, le recrutement et l'inflation massifs de résistants de septembre (les FFS) qui avaient beaucoup à faire oublier et qui n'hésitèrent pas à accabler leurs collègues sur les instructions du PCF qui cherchait à affaiblir une police considérée comme un obstacle à une éventuelle prise de pouvoir.

Et pourtant, en dépit de tous ces obstacles, de tous ses défauts, la résistance des policiers est bien réelle : elle est précoce (dès juillet 1940) ; numériquement et proportionnellement plus importante que celle des autres métiers et corporations (l'Armée, les cheminots, la gendarmerie, le monde universitaire, le monde judiciaire...) et surtout particulièrement utile, voire essentielle : fourniture de faux papiers, destruction de pièces à conviction, renseignements sur les actions ou les opérations répressives prévues, alerte sur les aveux des résistants interrogés — ce qui implique de participer aux interrogatoires — autant de choses que seuls des policiers pouvaient faire... C'est si vrai, les policiers résistants étaient si précieux que les réseaux et mouvements leur imposaient de ne pas démissionner.

Tout ceci permet de mesurer le travail essentiel accompli par Luc Rudolph et son équipe, l'importance et l'utilité de l'outil qu'ils nous livrent. Certes, comme pour tout travail de cette ambition et de cette envergure, on pourra discuter certains développements, contester quelques conclusions, regretter quelques oublis, mais le résultat constitue bel et bien une somme incontournable.

Bibliographie indicative

Jean-Marc Berlière, *Policiers français sous l'Occupation*, Perrin, Tempus, 2008 (1^{re} édition, 2000).

Jean-Marc Berlière, *Polices des temps noirs*, Perrin, 2018.

Pierre Bouthier, *Nuit et brouillard aux bords de la Garonne – Des policiers dans la France occupée*. L'Harmattan, 2025.

Guy Caraes, *Le réseau Alliance*. Ouest France, Rennes, 2021.

Jean-Paul Faivre, *Policiers et polices dans l'Indochine française (1864-1955)*, Mémoring (2^e édition) 2025, 33590, Saint-Macaire.

Gérard Leray, *Charles Porte, le flic de Jean Moulin*, Ella éditions, 28300 Lèves, 2015.

Yves Mathieu, *Le réseau Ajax. Des policiers dans la Résistance*. Atlande, Neuilly, 2021.

Yves Mathieu, *Une résistance franco-suisse : le réseau Micromégas*, Cabédita, Bière (CH), 2018.

Limore Yagil, *Désobéir : des policiers et des gendarmes sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2018, 378 p. (ISBN 978-2-36942-655-4)[7],[24].



5 000 POLICIERS EN RÉSISTANCE

par Luc RUDOLPH

Je suis touché d'être là où l'aventure a commencé grâce au regretté Guy Krivopissko et où elle s'achève grâce à l'institution policière où j'ai aimé servir, avec, ici présents Jean-Marc Berlière et quelques vieux complices.

Exhumation d'une Résistance politiquement incorrecte... celle des policiers !

La police a-t-elle résisté ? Pour introduire le débat, prenons un exemple extrême : pour le défunt historien spécialiste de la période, Maurice Rajsfus, in *La libération inconnue, à chacun sa résistance*, sa réponse est simple (simpliste) : résistance police = zéro. La perte tragique du père que l'État français, via sa police, a infligée à l'enfant qu'il fut ne justifie pas la prévention généralisée de l'historien qu'il voulait être et qui devenait pamphlétaire dès qu'il s'agit de notre institution. Il est le symbole extrême de cette large majorité de « chercheurs » qui, faute d'avoir vraiment travaillé le sujet, épuisé à leurs yeux, pensent peu ou prou comme l'auteur. Nous voulons croire que notre travail répond point par point à son chapitre « La police a-t-elle résisté ? » au-delà de l'unique honorable petit résistant policier laborieusement déniché du côté de Clermont-Ferrand par l'historien mué en vengeur. L'enfant blessé n'a, devenu adulte, à l'évidence pas ouvert beaucoup de dossiers individuels ou collectifs au service historique de la Défense de Vincennes ou à Caen, ni aux Archives nationales, ni même à Champigny... Il n'est pas le seul ! Encore M. Rajsfus, par sa souffrance, est-il, lui, pardonnable.

1. L'élément fondamental est que, en tant que telle, l'Institution policière n'a à l'évidence pas résisté au sens traditionnel du mot. Pas plus pour elle que pour d'autres au sein de l'État, cela ne saurait être une surprise. L'obéissance était la norme générale pour ses institutions et leurs agents, et le traité d'armistice était écrasant. Résister ne fut bien sûr le rôle d'aucune structure de cet État, il y a peu antifasciste (à juste titre), puis devenu anticomuniste (avec quelques raisons) et antisémite (sans nulle logique avouable). Encore faut-il accepter, au-delà d'apparences à sens unique, de s'interroger sur le comportement des individus qui peuplent les structures — à tous niveaux — et sur les ostracisés de la Libération. Dont, surtout, la police. Certaines comme la SNCF, au prix d'artifices, de prébendes et de contorsions ont su convaincre d'une Résistance généralisée, pourtant bien relative :

tous les trains de la déportation — sauf un — et ceux de biens razzisés par l'occupant sont arrivés grâce à elle jusqu'à leur destination allemande. Quant à son ratio de tués en Résistance, il n'est pas le mieuxourni. D'autres acteurs sont marqués du signe de Caïn d'une « trahison » générale alléguée, non vérifiée, dont en tête de file, la police. Or, la gloire de l'une n'est pas plus justifiée que la stigmatisation de l'autre.

2. Le chiffre de 5 000 policiers résistants se situe en fait de quelques milliers en deçà de la réalité : n'ont été retenus ici que les résistants ayant accompli des actes de résistance de quelque importance, apparents, ou révélés et — le plus souvent — reconnus officiellement comme tels. Le problème est que si la Collaboration est facilement identifiable, la Résistance est, par essence, discrète. Notre souci a été naturellement de rechercher une vérité moins simpliste que celle affichée par les médias et trop d'historiens. Ils se contentent souvent des sujets « chocs » ou politiquement corrects, ou encore sont victimes d'un « bégaiement de la pensée » propre à ceux qui croient savoir via des idées reçues désuètes et sans trop chercher.

3. Les comportements des policiers résistants n'ont pas été tous identiques et leur réalité devait être camouflée par des faux-semblants. Dès les premiers temps de la guerre les attitudes des policiers patriotes étaient donc diverses : ceux qui ont choisi l'individualisme, ont aujourd'hui moins de chances d'apparaître que ceux qui ont opté pour les réseaux. Par exemple, les sauveurs de Juifs ont à coup sûr été nombreux en regard du quota de survivants en France très au-dessus de la moyenne des pays occupés et bien au-delà des « Justes » élus par *Yad Vashem*. Ils sont oubliés, au profit de chiffres globaux hors contexte. Dans notre travail on voit nombre de policiers qui ont su être « aveugles » quand il le fallait, dans un anonymat nécessaire car salvateur... Dans la Résistance organisée, stricto sensu, s'intégraient ceux qui voulaient livrer « leur » guerre aux occupants et à leurs séides au sein d'un collectif. Les réseaux en effet permettaient de regrouper et de démultiplier leur efficacité, mais aussi les risques. Même la libération de Paris relève de ce mix entre groupes constitués (avec en tête l'*Honneur de la Police*, le *Front national de la Police* et de la *Gendarmerie et Police et Patrie*) et individus ponctuellement agrégés, jusqu'à un roulement à hauteur de 16 000 hommes (cf. rationnaires...) et femmes lors

des sept jours de la bataille de Paris... À environ 80 %, les agents de la PP étaient donc au rendez-vous final, infligeant même des sanctions disciplinaires aux absents.

4. Or, la volonté de lutte collective de policiers contre les Allemands est apparue souvent très tôt, dès 1940 : il suffit de voir les réseaux créés par eux tels le *Coq Gaulois*, *Féthy*, *Frise*, *La Voix du Nord*... Mais elle fut occultée par l'autre versant de l'Histoire, plus facile : les policiers résistants ne font pas recette ! Moins encore quand ils sont membres par exemple des BS ou des GMR, ceux-ci de plus militarisés et infiltrés par les ex-militaires vichystes purs. La Résistance y était pourtant réelle mais particulièrement difficile. Qui ne cherche pas ne trouve pas, ou que des faux-semblants.

5. L'image des policiers a été délibérément noircie par le PC : il avait à camoufler et à se faire pardonner sa propre collaboration initiale, assortie du « meurtre » de la Pologne, puis il fallait neutraliser ses « meilleurs » ennemis pour dégager l'avenir glorieux du Parti en France. Quoi de plus facile que de cibler le plus redouté : la police ? L'Administration maison de l'immédiat après-guerre, même libérée, a laissé faire, passive, dirigée par des amateurs politisés tels Boursicot, ou Bertaux... d'une affligeante inadaptation à la fonction. En contrepoint, il est curieux que jamais (ou si peu — J.-M. Berlière et Limore Yagil —) des historiens professionnels n'aient fait ce qu'il fallait pour bousculer ces idées reçues : identifier les policiers résistants par exemple à travers leurs mémoires de papier, puis dérouler à l'infini. Il faut pour cela ouvrir une arborescence de centaines de milliers de dossiers. Par expérience, environ un sur soixante-dix concerne un flic.

6. Les Juifs aussi auraient pu être traités par les policiers français de manière que ce ne soient pas 74 % qui survivent dans notre pays. On ne voit maintenant que le nombre sec des déportés — important, hélas —, sans éléments de contexte, dans un pays « d'asile » accumulant les réfugiés, en un « dépotoir » (William King) refusé ailleurs. En Belgique ou aux Pays-Bas, on compte à l'inverse jusqu'à 75 % de déportés sans se demander : pourquoi cette différence au profit des Juifs français ? Parce que ce sont ici les Allemands et non nos flics qui étaient à la manœuvre, et que le quota français est dû aux Juifs réfugiés particulièrement nombreux, car chassés de partout à l'Est et rejetés de même (USA, Canada, Grande-Bretagne...). Or, on peut relever bien des stratégies d'évitement mises en œuvre par nos policiers pour empêcher des arrestations : on en trouve un florilège dans les témoignages et les livres (cf. *Le Rouge-gorge* de Christian Bernadac — son père policier était l'adjoint de Marie-Madeleine Fourcade, patronne d'*Alliance* — ou les ouvrages de Rémy). Comme pour la Résistance, ils devaient faire là aussi le contraire de ce à quoi ils sont formés — obéir —, et donc fermer les yeux était à leurs risques et périls.

7. Qu'en est-il des autres acteurs de la répression, dispensés de fusillade ? Pour les magistrats, c'est simple : les flics ne pouvaient pas se cacher comme eux derrière le secret des délibérations, paravent de bien des dérives car solidement verrouillé, avec in fine des sanctions à minima. Le corps préfectoral, lui, a souvent fait comme la majorité des Français : il composait avec les événements et en profitait, à l'occasion, pour faire carrière — il est vrai aussi qu'une partie limitée des policiers fit de même —. Alimentée par un nombre important de cadres de l'Armée recyclés, la majorité des préfets et intendants de police — peu sont issus de l'Institution — a suivi Pétain. Puis, la Libération venue, il leur a fallu dresser un contre-feu, surtout face aux cas Bousquet, Leguay ou Bussière et pour se protéger. Les figures de grands préfets résistants comme Jean Moulin et Émile Bollaert poussés sur le devant de la scène, ont puissamment contribué à occulter les collabos du corps dont on a parfois perdu jusqu'aux noms, tels Mino, Hilaire, Cado ou Leuret, et tant d'autres qui pourtant furent nos chefs, souvent impérieux, et devenus très discrets.

8. Englués à la Libération dans une lutte des classes affligeante, les policiers sont eux passés en première ligne d'une « collaboration » dont ils n'ont été qu'un rouage — finalement bien moindre que l'Administration de l'Intérieur ou la SNCF, par exemple. Un commissaire avait depuis juillet 1941 au-dessus de lui sept niveaux hiérarchiques qui pesaient pour assurer l'exécution des ordres... Or, ce ne sont pas ces niveaux-là qui ont été les plus sanctionnés. Aujourd'hui, la méconnaissance des dérives passées aidant, il n'est pas sûr que les leçons de l'Histoire face aux dangers de l'inféodation excessive de la police, aient porté.

9. Dans les faits, le réseau du Coq Gaulois dirigé par le commissaire du quartier parisien des Ternes Albert Louis Lebon a commencé dès la mi-1940 à rassembler hommes et armes, expressément — déjà — pour la future libération de Paris. Livré aux Allemands par le préfet de police Langeron, il est oublié malgré d'évidents héros tels les inspecteurs Georges Croce ou Robert Bertet — tués —, ou encore Robert Leycuras et Albert Brouard — tous des résistants majeurs —. Ce, au profit du réseau du *Musée de l'Homme*, pourtant créé, démantelé et jugé après lui. Oublié aussi, l'agent administratif de la PP Pierre Ungemach, adjoint de l'Américain Varian Fry à Marseille pour le sauvetage de centaines d'intellectuels juifs allemands et huit fois arrêté. Oubliés le commissaire Edmond Dubent, créateur précoce de *l'Honneur de la Police*, ou le brigadier-chef Arsène Poncey, cofondateur de *l'Armée Volontaire*, morts déportés : on ne se souvient au mieux que du contrasté ferrailleur Joseph Joinovici, certes un bon complice occasionnel, controversé pour d'autres raisons, en oubliant d'ailleurs les policiers résistants de son entourage (Émile Gaget, Albert Dhalenne...) qui furent des morts héroïques... Autre cas remarquable que celui d'Achille Peretti, chef du super réseau *Ajax*, avec ses 600 policiers et ses résultats exceptionnels.

Quant au commissaire de Toulouse, Jean Phillipe, assassiné en déportation, il a su faire preuve d'une élévation de pensée rare, au sein du réseau *Alliance* de Marie-Madeleine Fourcade — un nid de policiers —, en écrivant une lettre de démission défendant les Juifs. Beaucoup d'autres méritent l'attention : ainsi du commissaire parisien Charles Silvestri revendiquant la fusillade dont étaient menacés ses agents et aussitôt exécuté. Également du brigadier Jules Noutour, créateur de *La Voix du Nord* et assassiné en déportation. Ainsi des flics résistants de Loches razziés par les Allemands et coulés par les Russes sur leur bateau-prison dans la rade de Brême. Jusqu'aux femmes, rares dans la police, mais qui ont payé un lourd tribut, telle la mort de Solange Allard, agent administratif, déportée de Poitiers ou la parisienne Sarah Rozier, captive en Allemagne pendant cinq ans. On voudrait les citer tous : l'inspecteur Jean Féty, créateur à Calais du premier réseau de Résistance sur le sol français, déporté ; le brigadier PP Jean-Baptiste Allard, parachuté, guide des Armées de la Libération derrière les lignes allemandes après le Débarquement ; l'inspecteur toulousain Léo Hamard, qui espionnait les occupants, sauvagement torturé et assassiné ; son collègue bordelais André Jeanne-Bouillar, mort à la tête de son corps-franc du Blayais ; l'inspecteur Paul Vidalenc, décapité au sabre à Quang Tri, en Indochine. Jusqu'à Raymond Aubin, chef du réseau Scholar, qui repose dans un emblématique monument commémoratif quadrinational voué aux parachutistes alliés à Échallon (Ain).

10. Oubliés enfin les « policiers » qui ont constitué l'essentiel des effectifs dans la libération de Paris, avant même la 2^e DB. Il est peu digne pour l'Histoire vraie de n'avoir pas célébré les noms de ces inspecteurs, gardiens, agents administratifs ou membres de la Défense Passive, au courage mémorable. Un rappel : même la DP était sous les ordres d'un policier résistant, André Michel. Or, la police parisienne a été, dès le début de l'Occupation, souvent hostile aux Allemands : il ne s'agit donc pas d'un « retournement de veste » tardif et massif, allégué par certains auteurs superficiels. Elle sera le bouc émissaire occultant les dérives de bien d'autres corporations : il suffit de lire

pour s'en convaincre le discours très approximatif de M. Hollande sur la rafle du Vél d'Hiv. Globalement, le faire savoir perverti l'a emporté sur l'héroïsme réel de nombreux policiers. Aujourd'hui encore les exégètes ne savent pas se résoudre à parler vrai : or si les policiers français ont arrêté nombre de Juifs, ils en ont sauvé bien plus, souvent par simple abstention, mais à leurs risques et périls.

11. Puis, ce sont bien les hommes dépendant de la PP qui se sont soulevés et ont fourni à eux seuls le tiers des 900 morts dans les combats de la libération de Paris et 2 000 blessés. L'armement des résistants — même faible : surtout des pistolets — des débuts des combats fut aussi très majoritairement celui de la police, et les effectifs résistants initiaux mis en ligne étaient principalement composés de policiers. Même les premiers drapeaux tricolores emblématiques furent tous levés par eux... Il suffit de lire les journaux publiés en temps réel ou les témoignages d'époque pour se convaincre du rôle primordial de la PP et de ses hommes et femmes. Après... l'idéologie a repris le dessus.

12. Cela est aussi le cas pour un autre évènement majeur, antérieur. Lors du débarquement allié à Alger le 8 novembre 1942, les partenaires des jeunes Juifs mobilisés furent pourtant les centaines de policiers patriotes des commissaires André Achiary, Louis Esquerre ou Édouard Bringard. Le centre de commandement et de regroupement fut le commissariat central et le réseau de communications des insurgés était même celui de la police. Sans elle, qu'aurait été ce débarquement ? Une probable tuerie. Une rare médaille de la Résistance collective a justement récompensé leur commissariat. Son action précoce n'était pas de celles qui volent au secours de la victoire.

13. Le fait que des décorations prestigieuses ont été délivrées respectivement aux commissariats d'Alger, de Nice et à la PP devrait interpeller les exégètes. Il n'en est rien : l'idéologie et les fausses certitudes priment sur les faits et sur la reconnaissance prodiguée par la République elle-même. Or, dans nombre



de réseaux, les policiers ont occupé une place prépondérante (même en dehors des trois mouvements de la PP). Qui connaît encore *Shelburn* de l'agent administratif parisien Paul Campinchi, ou *Wi-Wi* du gardien marseillais Jean-Marie Morère ? Qui se rappelle de Roger Lardy, un inspecteur venu de Shanghai via Londres, qui porta à Monseigneur Saliège à Toulouse la célèbre lettre de Charles de Gaulle ? Et quelques policiers ont joué un rôle d'exécuteurs par exemple d'Henriot ou au sein du réseau *Morhange* à Toulouse. La plupart constituait aussi et surtout un exceptionnel apport d'informations pour la Résistance. On peut se le demander : ces occultations de la vérité sont-elles volontaires ? idéologiques ?

14. La police a payé un lourd tribut à la guerre. Elle fut d'abord en butte aux soupçons des Allemands, intrigués par ses résultats médiocres — moindres que ceux des occupants —. Mais les policiers deviendront des victimes pour les deux bords. Les agents étaient souvent une cible pour le PC simplement en raison de l'uniforme ou de la carte professionnelle qu'ils portaient. Ils étaient des « ennemis » de longue date ! Beaucoup sont entrés dans les catégories de résistants qui ont fourni leurs contingents à la mort, à la déportation ou à l'emprisonnement par les occupants. C'est par milliers qu'ils se comptent : notre travail rappelle leur souvenir à côté de certains de leurs pairs, passifs comme la majorité des Français. Mais la passivité elle-même pouvait alors être punissable, car salvatrice au profit d'autres personnes...

15. La place de la police dans la mémoire résistante, voire policière, reste faible en regard des services rendus. En contrepoint, il faut cependant noter que, à titre individuel, les forces de l'ordre ont été assez largement distinguées : décorations étrangères ou françaises avec 10 croix de la Libération, insignes de l'ordre national de la Légion d'honneur, plus de 1 200 médailles de la Résistance, des croix de guerre en nombre, leur ont été remises, à hauteur de l'engagement massif des policiers. Un fait qui devrait interpeller... La méconnaissance, voire la cécité volontaire des exégètes, est dès lors attristante, mais due aussi à l'absence à la fois d'une démarche institutionnelle de recensement des résistants et de leurs actes comme sut le faire la gendarmerie dès l'automne 1944, ou la SNCF, en regard de l'inexistence d'un service historique policier.

16. Revenons à quelques chiffres : près de 1 000 policiers sont morts en Résistance ; 750 furent déportés, 560 internés, 100 furent chefs de structures Résistantes, 57 sont Justes...

17. Mes bonheurs — il y en eut en nombre dans ces longues recherches — sont d'avoir exhumé ces pros-crits de l'Histoire. D'avoir rencontré bien des parents de policiers qui furent de ces héros oubliés, parfois rejetés, et enfin retrouvés. D'avoir croisé aussi des dizaines de parents de victimes, souvent Juifs, reconnaissants pour l'inaction de la police, camouflée sous

des vitupérations. D'avoir pu remettre au jour des milliers de noms disparus avant même d'avoir été vraiment honorés. D'avoir, par exemple, fait réhabiliter l'héroïque Fernande Gaillard, première femme agent de police tuée, revenue enfin à sa place dans les rangs de la Résistance alors que jetée comme traître dans une fosse anonyme à Millac. D'avoir vu couler les larmes de joie de ses descendantes. D'avoir pu envoyer dans les bas-fonds de l'Histoire le préfet de police Langeron, abondamment pourvu en prébendes, mais auteur d'une infâme trahison bien réelle et jamais sanctionnée. Il est à mettre au même rang qu'un commissaire Poinot ou un inspecteur Alie (dûment fusillés, eux), ou les quelques dizaines de policiers félons, qui occultent la mémoire de nos héros alors que ceux-ci méritent enfin la lumière.

18. C'est le sens de ce travail. Par goût pour l'Histoire sincère et rejet des idées reçues. Aussi pour répondre aux questions que m'ont posées mes flics anciens dans les années soixante-dix ou plus jeunes, néanmoins curieux. Mais peut-être également du fait d'être d'une famille éprouvée par la guerre et de devoir regretter que l'oubli enterre trop de gens avant même que leur soit rendu l'hommage dû par le pays. Je suis par ailleurs aussi conscient du risque d'erreurs et d'oublis dans mon travail, elles sont inéluctables, en raison de la masse des documents à explorer. Merci de m'en excuser...

19. Gardez ceci en mémoire : dans leur grande majorité, les policiers n'étaient ni « bruns » ni « rouges ». Ils restaient tricolores. Mais leurs sorts ont divergé en poursuivant le même travail qu'avant. Ainsi, en parallèle, deux exemples significatifs :

En 1939, le commissaire Lucien Rottée de la PP était le meilleur connaisseur et adversaire du trouble et totalitaire univers communiste. Il l'est resté, intangible pendant la guerre, car conscient de l'allégeance et de la duplicité permanente du PC. Il en est mort, fusillé prioritairement à la Libération avec quelques dizaines de collègues. Même si son travail à contre-courant a ensuite puissamment servi les régimes politiques successifs.

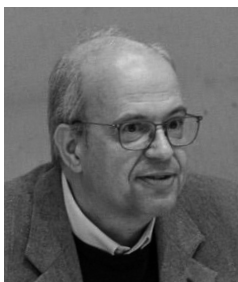
En 1939 aussi, en parallèle, l'inspecteur Pierre-Paul Ulmer est le spécialiste précurseur de la lutte antinazie, à Lyon, allant jusqu'à « brancher » le consulat allemand. Il la poursuit pendant la guerre. Lui sera Compagnon de la Libération.

Aucun des deux n'avait dévié de sa voie : protéger la France. Chacun dans son champ, devenu en fait son camp...

15 ans de recherches sans faux-semblants attestent de tout cela.

C'était bien dur d'être flic...

Cela le reste !



LE NAP-POLICE DES DEUX-SÈVRES

par Stéphane GAURICHON

Je remercie les organisateurs de me permettre, en cette matinée consacrée au livre-mémorial de Luc Rudolph, d'évoquer la « résistance policière » en Deux-Sèvres. Il est important de mettre aussi à l'honneur les policiers résistants de Province. En effet, même s'il porte le numéro 79, le département des Deux-Sèvres ne se situe pas en région parisienne, mais fait partie de l'ancienne région du Poitou-Charentes, entre Poitiers et La Rochelle. Après l'armistice de juin 1940, il se trouve en zone Nord occupée. Le choc est considérable. Le département n'avait pas connu d'invasions étrangères depuis la guerre de Cent Ans.

Sur le plan administratif, le territoire est découpé en trois arrondissements depuis une loi de Vichy du 1^{er} juin 1942, l'arrondissement de Bressuire étant une création de ce régime. Sur le plan policier, il comptait alors quatre commissariats établis dans les principales villes de ce département plutôt rural : d'abord ceux de Niort, le chef-lieu à l'entrée du Marais Poitevin, et de Thouars intégrés en novembre 1942 à la police régionale d'État, ensuite ceux de Parthenay et de Saint-Maixent-l'École demeurés des services de polices municipales durant toute l'Occupation. Aujourd'hui, subsistent les deux commissariats de Niort et de Thouars rattachés à la police nationale.

Minoritaire et multiforme, la résistance policière s'est surtout manifestée à Niort de façon organisée. Le NAP (noyautage des administrations publiques), créé en octobre 1942 à Lyon par Claude Bourdet, numéro 2 du mouvement *Combat*, avec l'approbation de Jean Moulin, délégué en France du général de Gaulle, a été l'organisation clandestine dominante à travers sa branche spécialisée du *NAP-Police*, mais non exclusive. Le *NAP* est une formation gaulliste spécialisée dans la résistance administrative, dont l'objectif était de créer des cellules de contrepouvoir dissimulées à l'intérieur même de l'appareil d'État vichyste, de renverser ce régime autoritaire en utilisant les moyens de ses propres services et de le remplacer par un régime républicain s'appuyant sur une administration démocratique. Cette prédominance du *NAP-Police* en Deux-Sèvres est due à la présence au sein de la préfecture de Niort d'une personnalité charismatique considérée comme un « Jean Moulin local », du nom de Robert Béchade, *officiellement* rédacteur principal, chef des services de guerre, et *secrètement* responsable en mars 1943 du NAP départemental, puis en septembre 1943 du NAP régional du Poitou. Arrêté

le 6 mai 1944 dans son bureau de la préfecture par les inspecteurs de la SAP (section des affaires politiques) de la 22^e brigade régionale de la police de Poitiers, aux ordres du redoutable commissaire principal Bernard Rousselet, il est torturé à la prison de la Pierre-Levée à Poitiers sans avoir parlé, livré aux Allemands et déporté par le dernier train du 17 août 1944 partant de Compiègne-Rethondes. Robert Béchade n'a pas survécu à sa déportation aux mines de sel du camp de Neu-Stassfurt, l'un des pires Kommandos extérieurs de Buchenwald avec celui de Dora, et à une marche de la mort forcée sans ravitaillement pendant un mois sur près de 400 kilomètres, menée à coups de gourdins et de fusils par les SS, massacrant au bord des routes les déportés exténués. Or, le chef régional du *NAP* du Poitou, originaire du Sud Deux-Sèvres, était un ami de mon grand-père, Émile Gaurichon, secrétaire de police au commissariat de Niort, natif lui aussi du Pays Mellois. C'est pourquoi la résistance policière s'est organisée dans cette ville sous l'emblème du *NAP*.

En premier lieu, il convient d'aborder l'organisation du *NAP-Police* à Niort, tout en brossant le portrait de ses deux principales figures. En second lieu, en marge du groupe du *NAP-Police*, sera donné un aperçu rapide des policiers résistants individuels découverts en Deux-Sèvres.

Dans la ville chef-lieu, une résistance policière organisée a émergé à compter de mai 1943 dans le cadre du *NAP-Police*. En réalité, sept mois plus tôt, la nomination en novembre 1942 à des postes de responsabilité au commissariat de Niort de deux policiers antinazis, l'un en qualité de commissaire, Louis Ulysse Bernard, en provenance de Saint-Nazaire, déplacé d'office par Vichy à titre de sanction disciplinaire, l'autre en qualité de secrétaire principal de police, Émile Gaurichon, rescapé, malgré son passé syndical, d'une épuration déguisée entreprise sous couvert d'étatisation de la police municipale, et devenu *de facto* adjoint du précédent, avait permis de préparer le terrain. Après le relèvement des fonctions du commissaire principal Louis Bernard en mars 1943 pour insuffisance de résultats dans la répression politique des menées dites « antinationales », le besoin de franchir une étape supérieure dans la désobéissance aux ordres iniques du régime de Vichy collaborant pleinement avec l'occupant nazi s'est imposé.

Le 1^{er} mai 1943, l'ex-commissaire Louis Bernard, dit « Arnaud », et le secrétaire principal Émile Gaurichon, toujours en fonction, ont fondé à Niort un « groupe de sécurité de la Résistance ». Celui-ci est chargé, non seulement de protéger les résistants locaux, par la fourniture de renseignements de qualité, par la délivrance de faux papiers et par la transmission d'alertes sur les opérations répressives projetées, mais aussi de saboter les instructions arbitraires des régimes dictatoriaux dominant notre pays, de saper les enquêtes de police à caractère politique et de repérer les collaborateurs français dangereux en vue de les neutraliser. À l'extérieur de l'institution policière, Louis Bernard a rassemblé les anciens policiers municipaux révoqués par Vichy ou démissionnaire de la police régionale d'État, refusant notamment d'être versé dans le GMR régional « Poitou-Saintonge » à Poitiers. À l'intérieur de l'appareil policier, le secrétaire principal Émile Gaurichon a formé, sans jamais être démasqué, un sous-groupe d'agents patriotes et intègres, parfois simplement entrés dans la police pour échapper au STO. Constitué initialement de cinq membres fondateurs, ce groupe minoritaire a réussi à fédérer 14 policiers, 10 restés en fonction jusqu'à bout sans se départir de leur éthique et 4 limogés ou ayant préféré se démettre, sur un effectif total de 79 agents recrutés par la police niortaise. Ce nombre de 14 membres s'est définitivement fixé début février 1944, c'est-à-dire bien avant le débarquement allié en Normandie du 6 juin 1944. Ce n'est donc pas une résistance tardive. Affilié au NAP-Police par le contact avec Robert Béchade, le groupe de sécurité de la Résistance a été reconnu aussitôt par le Comité départemental de Libération (CDL) et intégré au « triangle 31 bis » (désignant le « groupe d'appui et de protection de l'action technique ») du « secteur n° 7 » (Niort-ville) de l'*Armée secrète des Deux-Sèvres*.

Pour perdurer, le groupe minoritaire du NAP-Police a dû s'entourer de certaines précautions. À l'exception de Louis Bernard, il n'y avait pas d'autres commissaires de police résistants à Niort sous Vichy. En outre, un clan majoritaire de policiers extrémistes de la collaboration, comprenant des tortionnaires avérés, s'était formé autour de l'inspecteur-chef et du brigadier-chef. Les dix agents en activité du groupe du NAP-Police risquaient à tout instant une arrestation, soit par la Gestapo, soit par leur propre service. Par mesure de sauvegarde, indépendamment de leur appartenance commune au NAP-Police, les policiers concernés avaient pris soin d'adhérer à une organisation clandestine supplémentaire, soit le mouvement Résistance, soit Libération-Nord, soit l'Armée secrète départementale ou le Front national communiste. Dès lors, chaque mouvement avait un lien privilégié avec un policier résistant comme référent unique,

sans être nécessairement informé de l'existence des autres. Ce cloisonnement vis-à-vis de l'extérieur permettait de préserver le reste du groupe en cas de coup dur. S'il s'avère par ce biais que d'autres organisations de Résistance étaient représentées dans la police de Niort, c'est bien le réseau du NAP-Police qui a servi d'unité de base aux policiers opposés à Vichy et aux nazis.

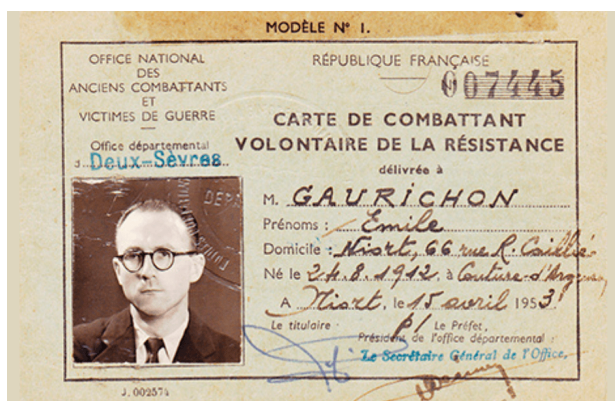
En Deux-Sèvres, à côté de cette résistance policière organisée ayant lutté dans le cadre du NAP-Police, il a existé aussi des policiers résistants individuels, sans aucune affiliation. Ce fut le cas au commissariat de Niort de cinq agents. Ceux-ci n'ont pas pu rejoindre le groupe dissident, en raison de leur manque de discrétion ou d'un nom de famille pied-noir à consonance juive susceptible d'éventer une action clandestine concertée dans une police majoritairement inféodée à Vichy. Néanmoins, ils ont accompli des actes de désobéissance remarquables au nom de leur conscience personnelle et ont reçu dans l'immédiat après-guerre des félicitations particulières pour avoir aidé deux enfants juifs à s'évader d'un centre de regroupement à Niort ou des décorations spécifiques, notamment la médaille d'honneur de la police française récompensant des services irréprochables et signalés. Laisés par prudence en dehors du groupe, ils n'ont ainsi jamais mis en danger la résistance policière organisée. Bien entendu, le NAP-Police a veillé sur ces « électrons libres » lorsqu'ils se sont fait connaître.

Il en fut de même au commissariat de Parthenay avec le commissaire de police Raymond Rouglan, affecté dans cette ville en janvier 1939, qui apparaît comme un résistant individuel et un précurseur. Le 20 août 1942, il est arrêté par les autorités allemandes pour avoir omis de signaler un dépôt d'armes découvert chez un particulier cinq mois auparavant. Premier cadre supérieur de la police à avoir connu un tel sort en Deux-Sèvres, ce commissaire est un « prorésistant », apportant sa pierre à la Résistance pionnière. Condamné à six mois de prison, resté en détention à la maison d'arrêt de Niort jusqu'en février 1943, avant d'être muté à Roanne, son exemple a inspiré certains policiers niortais, qui se sont engagés peu après dans une résistance plus structurée et ont fondé le NAP-Police.

Pour conclure, je souhaite exprimer mon admiration pour le courage de mon aïeul Émile Gaurichon, que j'ai connu durant ma jeunesse et qui était une personne d'une grande simplicité et modestie. Il considérait « n'avoir fait que son devoir » et estimait que d'autres, ayant connu notamment l'enfer concentrationnaire, étaient plus méritants que lui. Cependant, s'agissant d'un fonctionnaire de police tenu à la discipline et à l'obligation d'obéissance hiérarchique,

il a fait preuve d'une force morale exceptionnelle pour aller à contre-courant et rompre avec le régime odieux de Vichy. Loin du « fonctionnaire-sujet » ayant prévalu de l'Ancien Régime jusqu'à la Libération, il a préfiguré le « fonctionnaire-citoyen » et responsable, refusant l'obéissance servile et privilégiant en toutes circonstances le respect des droits fondamentaux de l'Homme. En restant à son poste dans la police d'un État tyrannique, il a pris des risques énormes en vue d'enrayer celle-ci de l'intérieur. Par sa fidélité aux valeurs humanistes et son rôle actif dans la libération d'un département, il a contribué à sauver l'honneur de la police française. C'est pour cette raison que j'ai voulu approfondir les recherches à son sujet et sur les parcours de ses collègues résistants qu'il avait entraînés avec lui, dans l'espoir que mon projet d'ouvrage sur le NAP régional du Poitou soit publié un jour.

En tout cas, je suis très reconnaissant à Luc Rudolph d'avoir intégré dans son « répertoire de la résistance policière » les noms des résistants deux-sévriens relevant de la police. Au-delà de son caractère historique, l'établissement de cette liste de héros a un sens permanent. Les héros du passé étant désormais largement identifiés, puissent-ils servir d'exemples aux policiers de demain pour éclairer leur choix, dans l'hypothèse où ces derniers seraient confrontés à une période de crise extrême mettant en péril la République et, du même coup, à des ordres manifestement illégaux.



Carte de combattant volontaire
de la résistance d'Emile Gaurichon



LE COMMISSAIRE BICHAT, DU COMMISSARIAT DE CHÂTELLERAULT

par François-Xavier BICHAT

Je remercie la police de me permettre de passer aujourd'hui devant vous mon oral de rattrapage près de vingt ans après ma prestation catastrophique au concours d'officier, sur un sujet que je maîtrise puisqu'il s'agit de mon grand-père, le commissaire Charles Bichat, qui est entré au musée de la Résistance nationale l'année dernière, avec son drapeau qui orne aujourd'hui cette estrade et dont vous verrez la vitrine tout à l'heure lors de la visite.

Il y est entré à la suite des recherches menées par mon père Jean-Marcel Bichat dans les archives militaires de 2019 jusqu'à sa mort en 2022. Il avait tenu à consacrer ses dernières forces à son père et à ses hommes, tombés dans l'oubli depuis plus d'un demi-siècle, afin de rétablir l'honneur de ces policiers, puisque des policiers résistants oubliés par la mémoire collective deviennent de fait des policiers collabos présumés.

Il avait déjà fait quelques tentatives qui n'avaient pas abouti, c'est pourquoi on s'est dit que c'était la dernière chance, qu'on allait monter un dossier en béton avec des preuves irréfutables accessibles d'un simple clic sur Internet, en diffusant nos travaux sur tous les sites liés à la mémoire de la Résistance. Et si je suis là, devant vous aujourd'hui, c'est que cette fois, ça a marché.

I. Poitiers (décembre 1940-août 1943)

En 1940, Charles Bichat a 39 ans, il est secrétaire de police au commissariat de Poitiers depuis octobre 1935, sur un emploi réservé en tant qu'ancien militaire blessé en OPEX. En avril 1940, il est mobilisé, fait prisonnier le 15 juin 1940, mais parvient le 11 décembre 1940 à s'évader par ruse. De retour à Poitiers, il réactive immédiatement ses contacts dans les réseaux auxquels il appartient : les francs-maçons et les militaires. Il fait alors la connaissance de Robert Guionnet, comme lui ancien militaire et franc-maçon, qui a passé huit ans en Allemagne après la Première Guerre mondiale dans les troupes françaises d'Occupation, puis dans les services de renseignement. C'est donc quelqu'un qui a une expérience et des contacts dans le monde du renseignement ce qui lui permet d'intégrer dès l'été 1940 le mouvement de Résistance *Ceux De La Libération*, qui fusionne plus tard avec le réseau *Turma-Vengeance*, et également plus tard encore un autre réseau de Résistance qui s'appelle *Alliance*. C'est grâce à lui que Charles Bichat est homologué résistant dès décembre 1940, puis devient

au moment de la constitution des Forces françaises combattantes (les espions de la France libre en France occupée) agent P1 (agent permanent qui conserve son activité officielle) de *Turma-Vengeance* en septembre 1942, et d'*Alliance* en janvier 1943.

Ses principales activités en tant que policier résistant sont le renseignement pour la Résistance, la fabrication de vrais-faux papiers par centaines pour des résistants, des communistes et des Juifs, ainsi que le sabotage de l'action policière contre ces personnes lorsqu'il le peut en les avertissant des arrestations à venir, en faisant disparaître les pièces compromettantes après les perquisitions, et même une fois en faisant évader deux résistants communistes du commissariat.

Il y avait d'autres policiers résistants à Poitiers, mais il l'ignorait le plus souvent, car il était prudent de cloisonner pour rester discret. Par exemple, le commissaire Albert Petit, qui a comme lui prévenu les chefs du réseau Renard lors des arrestations opérées par des policiers de la section de répression des affaires à origine politique (SRAJOP) venus d'Angers, mais qui s'est fait prendre et a été déporté. Il y avait également des policiers résistants individuels, qui ne sont pas reconnus résistants car ils n'appartenaient à aucune structure de la Résistance organisée, comme le commissaire Comtesse dont j'ai retrouvé la trace grâce au service historique de la police et qui validait les vrais-faux papiers que fabriquait Charles Bichat. Enfin, il y avait certainement beaucoup de collègues qui n'étaient pas dupes du double-jeu de Charles Bichat, mais qui, sans être résistants, fermaient les yeux par patriotisme, comme les RG de la Vienne qui ont rédigé un rapport pour qu'il entre à l'ENSP disant qu'il n'y avait rien à signaler. Ils ne pouvaient pourtant pas ignorer que Charles Bichat au moment où ils écrivaient ce rapport avait déjà été arrêté quatre fois par la Gestapo et menacé de déportation, dont une fois où il a vraiment failli « y passer » après qu'une femme juive à qui il avait délivré de vrais-faux papiers s'était fait prendre en franchissant la ligne de démarcation.

II. ENSP (septembre 1943-mi-juin 1944)

Charles Bichat fait donc partie de la 4e promotion de l'ENSP de septembre 1943 à juin 1944 et, selon les souvenirs de mon père, le fait qu'il était résistant était un secret de polichinelle à l'ENSP où, à ce moment-là, tout le monde se disait favorable à la Résis-

tance puisqu'il était évident que l'Allemagne allait perdre la guerre. En tous cas, Bichat ne se sentait pas menacé puisqu'il n'avait pas hésité à se rendre à Lyon depuis Saint-Cyr-au-Mont-d'Or pour remettre aux services de police FFI des documents sur un collabo du Poitou venu infiltrer la résistance lyonnaise. En outre, j'ignore par quel canal, mais c'est la Résistance qui a fait savoir à la hiérarchie policière que c'est Bichat qui devait, après la mort du commissaire Danveau dans le bombardement du quartier de la gare à Châtelleraut, récupérer son poste à une trentaine de kilomètres de Poitiers, car il avait déjà ses contacts dans la résistance de la Vienne, plutôt que d'aller en Normandie comme prévu initialement. Enfin, Bichat ne faisait rien pour passer inaperçu à l'ENSP et avait même chanté quelques chansons qu'il avait écrites lors de la cérémonie de sortie de sa promo, ce qui était sa grande passion puisqu'il avait été, après la Marine nationale et avant la police, poète-chansonnier à Montmartre pendant une dizaine d'années.

III. Châtelleraut (septembre 1944-1947)

Il devient donc commissaire de Châtelleraut en juin 1944, une dizaine de jours après le débarquement, et il sait exactement où il met les pieds puisqu'il avait aidé à faire entrer dans la police en octobre 1942 le nouveau gardien de la paix René Renoux à Châtelleraut, qui était comme lui agent P1 de *Vengeance* et *Alliance* dans le groupe Guionnet. C'est grâce à cet agent dormant que Robert Guionnet avait dès 1943 pris le risque d'aider quelques policiers à monter un petit réseau de résistants au commissariat de Châtelleraut, le groupe *Alfred*, qui a donné son nom à la voie du nouveau commissariat de Châtelleraut, autour du brigadier Roger Brossard alias « Alfred ». Mais ces policiers, finalement repérés par les Allemands, doivent prendre le maquis en volant trois motos de police au moment où Bichat arrive à Châtelleraut.

À Châtelleraut, le commissaire Bichat va faire du commissariat une véritable plaque tournante de la résistance locale : son bureau sert de boîte aux lettres et de lieu de réunion pour les chefs résistants de la région, y compris le commissaire régional de la République Schuhler nommé dans la clandestinité par le général de Gaulle, et ce à quelques dizaines de mètres de la Gestapo ! De plus, le commissaire Bichat, selon une citation du général Chouteau, « [accomplit] avec succès des missions extrêmement difficiles et périlleuses », parmi lesquelles on peut citer la « surveillance et la neutralisation », en équipe avec le capitaine Guionnet, de deux espions français de la Gestapo qui avaient infiltré la résistance locale et provoqué des arrestations, ainsi que le cambriolage des locaux de la Gestapo pour le compte du BCRA, service secret de la France libre, avec un lieutenant canadien parachuté, dans le but de percer le code des signaux routiers allemands. C'était la mission dont il était le plus fier et qui lui avait valu, parmi les collègues de sa génération, le surnom de « commissaire cambrioleur ».

Enfin, un mois après son arrivée, il convoque ses trente gardiens et gradés pour les inscrire dans le groupe FFI de Guionnet dont ils constituent la section « police ». Bien que volontaires pour monter au maquis, ils restent en ville sur ordre de la Résistance, et font une dizaine de prisonniers en attaquant aux abords de la ville des soldats allemands de la colonne Elster qui remontent vers le Nord en petits groupes afin d'échapper aux bombardements alliés. Avec le brigadier Crocq qui conduit la voiture de police, Bichat convoie des soldats allemands blessés à l'hôpital, sous le feu de FFI qui ne l'ont pas tout de suite reconnu, en échange de la promesse d'un colonel allemand d'épargner les ponts de la ville que les Allemands voulaient faire sauter. Pour être sûr que les Allemands tiennent parole, les policiers résistants encerclent le pont toute la nuit, prêts à donner l'assaut au cas où les Allemands ne respecteraient pas cet accord.

J'ai encore trois heures d'histoires sur le commissaire Bichat à vous raconter, mais ce sera pour une prochaine fois, et je vais donc conclure en m'affranchissant de toute neutralité scientifique pour souhaiter « Gloire à la résistance policière ! », injustement méconnue, et « Vive la police, nationale et républicaine ! » qui est, partiellement puisque la police doit évidemment assumer la tache indélébile de la collaboration, mais qui est néanmoins aussi l'héritière de cette résistance policière, comme votre présence aujourd'hui, toutes et tous, ici, au musée de la Résistance nationale, aux côtés de Luc Rudolph, en atteste.



Charles Bichat
© Crédit photo : archives Bichat



L'INSPECTEUR J... DE LA SÛRETÉ BORDELAISE

par Pierre BOUTHIER

Je suis touché, vraiment, que vous me permettiez d'évoquer ici les années de guerre de l'inspecteur principal Jabot, de la sûreté bordelaise. Dans chaque famille, des récits se transmettent, parfois à demi-mot, parfois par des silences ou des non-dits. On essaye — après — de mettre des mots sur ces émotions confuses. Pendant quatre ans, ce policier français a dû obéir aux Allemands et côtoyer des policiers français particulièrement zélés, pour ne pas dire féroces, comme ce commissaire Poinot alors redouté à Bordeaux. Sur ces quatre ans, mon grand-père ne m'a presque rien dit. Il était policier dans l'âme, un professionnel respecté, fier de son métier : « mettre les malfaiteurs hors d'état de nuire », c'est comme ça qu'il le résumait. Protéger la société. Malheureusement, chaque jour de ces quatre années, bon gré mal gré, il a dû côtoyer les polices allemandes et subir la présence des criminels dont elles avaient fait leurs auxiliaires. Les polices allemandes sortaient un voyou de prison et lui mettaient le marché en main : « Soit tu travailles pour nous, soit tu y retournes. Travaille pour nous et tu pourras te payer toi-même, te servir dans les poches de ceux que nous avons mis hors-la-loi. » Pour l'inspecteur principal Jabot, laisser courir les vrais hors-la-loi c'était le monde à l'envers. Mais comment mettre des mots là-dessus ?

Alors, sur ces quatre ans, mon grand-père ne m'a rien dit. Ou plutôt, il a fait une timide tentative, beaucoup d'années plus tard, vers la fin de sa vie. Il m'a tendu une photo visiblement beaucoup triturée, très abîmée. « Tiens, m'a-t-il dit, c'était Monsieur Mamert, le chef de la sûreté. C'était mon chef et mon ami. Les Allemands l'ont déporté et assassiné. C'était un résistant. » En disant ça, mon grand-père avait les larmes aux yeux. Près de lui, ma grand-mère approuvait de la tête. Eh bien, me croirez-vous, malgré l'évidence, malgré leurs larmes, je suis resté suspicieux. Car, dans ces années-là, on vous avait désigné le coupable dès le début de l'histoire : c'était le policier. Et comme beaucoup d'autres, je partageais confusément ce récit. Mon grand-père a lu dans mes yeux que je ne le croyais pas tout à fait. Il a refermé sa boîte à photos.

Bien entendu, peu à peu, le doute m'a gagné et il y a quelques années, j'ai commencé des recherches. Dans les archives, j'ai entrevu toute la complexité de cette période, complexité qui n'a pas manqué de donner lieu à toutes les simplifications.

J'ai eu la chance de disposer des travaux de Luc Rudolph, premier historien à traiter dans son ensemble le thème des policiers Résistants, et Jean-Marc Berlière, premier historien à avoir défriché une histoire méprisée et inexplorée, celle de la police.

J'ai été servi par une chance incroyable. J'ai fait la connaissance d'un vieux policier qui avait connu mon grand-père et qui m'a fait des révélations stupéfiantes. Il m'a confié l'histoire tragique de ce jeune collègue qui, sur ordre de la Résistance, s'était infiltré dans la police allemande, ce qui lui permit d'aider la Résistance, d'une façon répétée, documentée, indiscutable, et par ailleurs de sauver des Juifs. Seulement, à la Libération, loin de voir sa résistance reconnue, ce jeune policier fut accusé de trahison pour avoir « appartenu à la Gestapo et livré un résistant aux nazis », et, malgré onze témoignages de résistants, circonstanciés, précis, concordants, il fut condamné par une justice biaisée, expéditive, sur la foi d'un seul faux témoignage, cousu d'invéraisemblances qui ne furent pas relevées dans l'instruction. Il a pris cher. Vingt ans de travaux forcés. Il fut libéré après deux ans, tant son procès avait choqué ses collègues résistants. Mais il ne fut jamais réhabilité. Jamais, du moins jusqu'à ce jour, où je saisis l'occasion que vous m'offrez de rendre hommage à ce jeune policier résistant, devant son fils ici présent. Il s'appelait Léo Coudin.

(La salle applaudit)

Léo Coudin était le chef, dans la Résistance, de mon regretté ami Henri Portes. Vers la fin de sa vie, quand les archives ont été ouvertes, le vieux commandant de police honoraire Henri Portes a rouvert le dossier de Léo Coudin et mené sa dernière enquête, à 94 ans, reprenant à zéro toutes les pièces de l'instruction. Il concluait à l'erreur judiciaire flagrante... pour ne pas dire délibérée. J'ai repris ces archives à mon tour, et j'en ai tiré ce récit, que Luc Rudolph a cité dans *5 000 policiers en Résistance*. Le destin de Léo Coudin m'a fait entrevoir comment cette équation « policier = Vichy = collabo », s'était peu à peu imposée comme une vérité, même pas discutable, dans notre imaginaire collectif. Il fallait un bouc émissaire. J'ai exhumé des milliers de pièces d'archives. Elles passent au révélateur des figures de policiers, plutôt contrastées. On y trouve tout le prisme des attitudes. De la collaboration la plus effrénée à la résistance la plus dangereuse.

Car tous devaient obéir, et si certains s'en accommodaient, d'autres ne le supportaient pas bien et, clandestinement, ils agissaient. Mais bien entendu, il leur fallait donner le change.

Je vous en donne un exemple frappant, qui résume le péril de leur position. Aux archives, j'ai épluché les dossiers personnels de tous ces fonctionnaires, résistants ou collabos, flics honnêtes ou voyous, et dans chaque dossier, j'ai trouvé une même phrase qui revenait comme un leitmotiv : « Approuve la politique du Maréchal ». Cette formule était comme une incantation obligée, comme un tampon obligatoire dans chaque dossier individuel de policier. À chaque notation annuelle, depuis celle de décembre 1940, on trouve cette phrase à laquelle nul n'échappait, sous peine de s'exclure soi-même de la police. « Approuve la politique du Maréchal » : cette phrase, elle figure même dans le dossier du commissaire principal Marmert, ce résistant, chef de la sûreté bordelaise, juste avant que les nazis le déportent et l'assassinent dans la Nuit et le Brouillard, et alors même que cinq mois plus tôt il avait été éjecté de la police (« démissionné d'office », c'est le terme employé !). Il fut classé NN, *Nacht und Nebel*, Nuit et Brouillard, ce programme dont l'objectif revendiqué était d'interdire que l'on donne la moindre nouvelle aux familles des déportés. La négation du crime était programmée dès son début, comme l'était celle du génocide en cours.

Beaucoup plus tard, ma mère nous confiait que certains soirs, à la maison, devant sa femme et sa fille, l'inspecteur principal Jabot, son père, se prenait la tête dans les mains et pleurait, sans larmes, répétant : « Ce n'est pas ça mon métier, ce n'est pas ça ! » À quoi faisait-il allusion ? Vous pouvez le deviner, vous avez même l'embarras du choix. Faisait-il allusion aux contrôles d'identité où il devait vérifier la présence du tampon « Juif » en lettres rouges sur la carte d'identité ? Faisait-il allusion à certaines rafles, comme celle de Bordeaux en juillet 1942, ou celle de janvier 1944, où des citoyens français, même des enfants, entassés dans la synagogue de Bordeaux, furent traités comme du bétail avant d'être déportés ? Il est trop évident qu'il a dû participer à ces rafles, exigées par les nazis, voulues et ordonnées par les autorités de Vichy. « Ce n'est pas ça mon métier, ce n'est pas ça ! » Que voulait-il dire ? Vous le devinez.

J'ai voulu comprendre comment je n'avais pas voulu croire mon grand-père. Et peu à peu, j'ai entrevu comment, au fil des années, des récits de l'Occupation, tronqués, déformés, s'étaient imposés dans notre mémoire collective, véhiculant des images tronquées, déformées, du résistant comme du policier. Alors, Mesdames et Messieurs, sur cette période si compliquée à vivre sur le moment, si caricaturée après coup, que dire à son petit-fils ? On ne dit rien, on se tait. Beaucoup plus tard, ma mère a parlé. Sur ordre de l'inspecteur principal Jabot, sa fille volontaire, alors âgée de dix-huit ans, prenait son vélo et allait prévenir des gens, Juifs et résistants, qu'ils allaient être

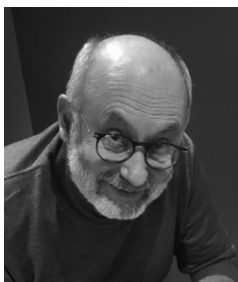
arrêtés le lendemain. Le récit officiel, pendant longtemps, c'est qu'en France tout le monde avait résisté. Alors ma mère, adoptant ce récit officiel, nous disait : « C'était normal, tout le monde le faisait ». Elle était pourtant bien placée pour savoir que tout le monde ne le faisait pas et qu'elle avait intérêt à pédaler bien fort pour rentrer à la maison, car le risque qu'elle couvrirait n'était pas anodin.

J'ai repris les archives. J'en ai tiré ce récit, qui cherche à démêler le vrai du faux, à restituer la complexité des choses et à rendre justice à ces policiers. Je l'ai appelé *Nuit et Brouillard aux bords de la Garonne*, il pourrait s'appeler simplement *Nuit et Brouillard dans la Maison*.

Chaque jour, dans les mêmes locaux piégeux où une mine pouvait sauter sous leur pas à chaque instant, se côtoyaient et se guettaient ripoux, collaborateurs et policiers honnêtes. J'ai voulu faire revivre ce biotope étrange et explosif. J'ai voulu rendre hommage à ces gens qui ne sont pas forcément des héros — c'est tellement simple de tout réduire à des héros et des salauds — mais des flics ordinaires de tous grades, qui ne supportaient pas bien qu'on relâche les voyous et qu'on arrête les innocents et les patriotes. Des policiers, parmi d'autres, quand rien ne semblait possible, qui ont voulu « faire quelque chose ». Des policiers, parmi d'autres, qui chérissaient les valeurs simples que les nazis et le régime piétinaient : honnêteté, droit, justice. Des policiers ordinaires, qui respectaient un code que les nazis et le régime piétinaient, le code de procédure pénale, appelé alors code d'instruction criminelle. Des policiers, en somme, qui voulaient faire leur métier : livrer les criminels à la justice, fussent-ils, ces criminels, les protégés des occupants et du régime. C'est comme ça que leur résistance a commencé : ces policiers parmi d'autres, vos prédécesseurs, voulaient malgré l'adversité, et quoi qu'il en coûte, faire leur métier. Bien entendu, ils n'allaient pas le crier sur les toits. Officiellement, tous « approuvaient la politique du Maréchal ». Mais, j'en suis convaincu, leur soutien caché, les risques qu'ils ont assumés, ont donné un coup de pouce significatif à la Résistance et aux persécutés.



Été 1945 : Edmond Jabot arrête un militaire américain accusé de viol © Crédit photo : archives Pierre Bouthier



LA RÉSISTANCE EN INDOCHINE : FRANÇAIS CONTRE FRANÇAIS, POLICIERS CONTRE POLICIERS

par Jean-Paul FAIVRE

Tout d'abord, je tiens à adresser mes remerciements à Luc Rudolph. C'est grâce à lui que je suis ici aujourd'hui. Je me souviens, Luc, que lorsque tu étais DDSP des Yvelines, tu me faisais part de ce projet que tu as aujourd'hui mené à bien. C'était... il y a quelques années tout de même. Merci à vous également, Jean-Marc Berlière, d'avoir accepté de préfacer mon ouvrage.

Mon père est entré dans la police en 1943 mais il n'a pas appartenu à la Résistance. Pour illustrer ce qui a été dit précédemment, en fait il a eu deux titres de résistance. Il accueillait à sa table, dans l'hôtel-restaurant où il logeait, une vieille dame israélite, en espérant que sa carte tricolore la protégerait et, par ailleurs, il a résisté à la Libération à la proposition de se voir délivrer une attestation de résistance...

L'Indochine était constituée du Vietnam actuel, du Cambodge et du Laos. Ce n'était pas une colonie de peuplement car, en 1939, on compte environ 42 000 Européens pour 23 millions d'habitants. La situation de l'Indochine pendant la Seconde Guerre mondiale a été particulière, car totalement isolée de la métropole dès décembre 1941. Cela impliquera d'ailleurs une application particulière des lois de Vichy antijuifs et antimaçonnique, afin de ne pas affaiblir tant l'Armée que les administrations ou même les entreprises. Les gaullistes n'auront cependant droit à aucune pitié de la part de l'amiral Decoux, gouverneur général, très hostile aux Anglais depuis Mers el-Kébir. Pour autant, alors que l'État français a conclu des accords de défense commune de l'Indochine avec le Japon et que la France libre a déclaré la guerre au Japon dès 1941, alors que l'État français a disparu à l'été 1944 et qu'il n'y a plus qu'un seul gouvernement, celui du général de Gaulle, l'amiral Decoux est maintenu en fonction et la paix règne encore sur l'Indochine...

Dans les autres colonies, il n'y aura pas d'affrontement avec des occupants. La Résistance sera « Français contre Français », « policiers contre policiers » ! En Indochine, où les troupes japonaises sont présentes depuis 1940, des réseaux de Résistance ont été créés, destinés, dans un premier temps, au renseignement. Par exemple, le commissaire Bazin renseigne les Britanniques sur les troupes japonaises, dès 1940. À l'inverse de la métropole, il n'y aura pas de policier européen collaborant avec l'occupant nippon. La résistance des policiers prend deux aspects. Une résistance quasi officielle à travers les sections

d'informations spécialisées, créées peu de temps avant la guerre et aux missions similaires à celles de la surveillance du territoire en métropole. Chargées de lutter contre les menées étrangères, elles traquent les espions japonais, mais désormais également les gaullistes, agents de la perfide Albion. Pour autant, le commissaire Fleutot, chef de la SIS de Hanoï, est aussi un membre important de la Résistance (il sera décoré de la médaille de la Résistance après la guerre). Les policiers sont nombreux à rejoindre les réseaux et sont particulièrement bien placés pour signaler les mouvements de troupes ou de navires japonais. Ils n'hésitent pas non plus à éliminer les agents indochinois au service des Japonais, exfiltrant les pilotes alliés abattus... Certains occupent des postes importants au sein des réseaux comme les commissaires Battesti, chef de la résistance civile à Haïphong, Testanière et Bazin à Saïgon, le premier membre du comité directeur d'un réseau, le second, chef du secteur de la plaine des Joncs, Brocheton, à Phnom Penh, adjoint au chef d'un réseau...

Mais les Japonais reculent dans le Pacifique et la guerre se rapproche de l'Indochine, où les troupes japonaises ont été considérablement augmentées. Les réseaux de renseignements se transforment progressivement en service action et des armes sont stockées. Le commissaire Fleutot, au Tonkin (Nord), et le commissaire Bazin, en Cochinchine (Sud), annoncent un coup de force japonais pour le 9 mars 1945 mais ils ne sont pas pris au sérieux, tant par les autorités civiles que par le commandement militaire. Lors de l'attaque générale du 9 mars 1945, des policiers rejoignent les casernes et font le coup de feu avec les militaires. Certains, comme à Haïphong, se retranchent dans leur commissariat. D'autres, encore, se joignent, comme au Nord-Tonkin et au Nord-Laos, aux colonnes militaires qui tentent de rallier la Chine. On peut citer également le cas du commissaire Jegou, chef de la sûreté à Vinh, au centre du Vietnam, chef de la résistance locale, qui, avec deux officiers parachutistes, va rallier la Chine à pieds, poursuivis par les Japonais et leurs séides, parcourant 1 500 kilomètres en 53 jours ! Les policiers sont internés, comme les militaires, et ceux, identifiés comme résistants, sont emprisonnés dans les cages de la *Kempetei*, la gendarmerie japonaise, et torturés. J'ai comptabilisé 32 policiers européens, tués par les Japonais, au combat, exécutés ou morts des suites des mauvais traitements, et 10 gendarmes.

Les familles de policiers suivent le destin des autres familles françaises pour être regroupées dans les grandes villes, ce qui ne facilitera pas ultérieurement les retrouvailles. Quant aux policiers indochinois, certains combattent avec leurs collègues français, notamment à Haïphong, où les ravitailleront lorsque ces derniers seront internés. Quelques-uns, peu nombreux, prennent clairement le parti des Japonais et d'autres continuent à faire leur travail de policier, sans excès de zèle, bien au contraire, vis-à-vis des Français.

Après le temps des combats, vient celui des honneurs, mais également de l'épuration. Pour le premier, 20 médailles de la Résistance sont décernées à des policiers d'Indochine, dont une avec rosette au commissaire Bazin, assassiné à Saïgon en 1950 par le Vietminh. Viennent s'y ajouter, insignes de l'ordre national de la Légion d'honneur, Médaille militaire, citations et croix de guerre et quelques avancements à titre exceptionnel. Le rôle de la police d'Indochine est d'ailleurs reconnu dans une citation à l'ordre de l'Armée de mars 1950 qui débute ainsi : « corps d'élite, qui pendant plus de quatre ans s'est opposé par tous les moyens aux tentatives d'empiétement de l'Armée japonaise [...] ». Quant à l'épuration, elle est assez légère, l'amiral Decoux étant lui-même blanchi après plusieurs mois d'incarcération. Il en est de même pour l'intendant fédéral Arnoux que vous connaissez tous, car incarné magnifiquement par Jean Yanne dans le film *Indochine* et Pierre Favre, chef de la sûreté du Laos, précédemment en poste au Tonkin et mis en cause par Pierre Boule, l'auteur du célèbre *Le pont de la rivière Kwai*.

Un certain nombre de policiers, très affaiblis, quittent l'Indochine pour se refaire une santé en métropole, avant de revenir combattre le Vietminh. En effet, la Seconde Guerre mondiale prend fin, sur ce théâtre d'opérations, le 2 septembre 1945, tandis que la guerre d'Indochine débute officiellement le 16 septembre 1945, soit 14 jours d'une paix très relative d'ailleurs...



LE COMMISSAIRE ACHILLE PERETTI, FONDATEUR DU RÉSEAU AJAX

par Fabien LAROCHE

Achille Peretti est l'âme et l'architecte du réseau *Ajax*. Il connaît une enfance difficile, marquée par son statut de pupille de la Nation. Sa mère meurt en accouchant de son troisième enfant et son père décède des suites de ses blessures à Verdun. C'est évidemment la source de l'engagement à suivre. Achille est élevé par sa grand-mère, Rose Venturini. Il réussit ses études de droit, passe le barreau à Ajaccio et se marie avec Julie Papa. Ils auront une première fille. Mais Achille a besoin de plus d'action, tout en continuant à servir. Il réussit le concours de commissaire de police et quitte le barreau.

1939 : Il est en poste à Ajaccio. Julie est enceinte de leur seconde fille. La guerre éclate. Il refuse le bénéfice de la mobilisation sur place et rejoint l'Armée française.

1940 : Lors de la débâcle, Achille Peretti rencontre le commissaire Simon Cotoni, spécialiste du contre-espionnage qui devient son chef de service à la police judiciaire de Nice. Cotoni le présente aux services secrets du colonel Paillole qui le font muter en Corse pour structurer et armer le réseau de résistance R2.

Mars 1941 : Achille a rempli sa mission quand le Préfet le soupçonne de travailler pour la Résistance et le renvoie à Nice, sous les ordres de Simon Cotoni.

Il y devient l'adjoint du capitaine Andlauer au sein du réseau *ALI*. Ils se connaissent d'avant-guerre : Andlauer était officier des haras en Corse. Andlauer avait créé le réseau *ALI*, entre autres chargé de créer des réseaux de Résistance. Les policiers y étaient nombreux. Achille constate alors l'état d'esprit combatif de nombreux policiers de la région et décide de créer le réseau de renseignement policier *Ajax*.

Avril 1942 : La tête de Simon Cotoni est mise à prix par la Gestapo et le service de renseignement Italien. Il se replie en Suisse d'où il continue la lutte avec Paul Frossard de Saugy, lieutenant des services secrets Suisse. Achille est muté à Vichy. Il y développe son projet et renseigne toujours Londres par le biais d'*ALI*.

Juin 1942 : Sur demande de Londres, Achille profite d'un déplacement en Corse pour activer le réseau R2 en prévision de l'arrivée de son chef et ami, Fred Scamaroni.

Août 1942 : Le réseau *ALI* est en partie démantelé. Achille est arrêté sur ordre du directeur de la police judiciaire. Relâché faute de preuves, il est mis en disponibilité mais sous haute surveillance, en attente de sa radiation.

Peu de temps après, Achille monte un subterfuge lui permettant de quitter Vichy et s'installe au cabinet de Maître Goeau-Brissonnière qui avait été arrêté dans l'intervalle. Le destin de la Résistance vint frapper à sa porte en la personne du commissaire Louis Dubois. Ami de Simon Cotoni, Louis Dubois avait été instruit du projet d'*Ajax* et le soutenait. Il vint donc se présenter à Achille pour l'aider dans sa démarche, proposant agents et matériel de radiotransmission au sein même de la brigade mobile de Nice.

Mai 1943 : Le tournant. Jacques Robert, (chef du réseau *Phratricie*) est arrêté en Gare de Nice et emmené chez le commissaire Dubois. Qui en informe Achille. Ce dernier organisera l'évasion de Robert.

Instruit du projet de réseau de contre-espionnage policier d'Achille, Jacques Robert lui propose de l'emmener à Londres. Le colonel Passy est informé. Londres aurait des yeux et des oreilles partout. Il donne son aval.

13 juin 1943 : Opération Louisiane. Le voyage est périlleux mais Achille arrive à bon port. Il rencontre le colonel Passy et André Philip, commissaire à l'Intérieur.

La mission qu'*Ajax* reçoit du BCRA s'inscrit exactement dans ce que Peretti avait concocté, à savoir : Prenant acte de la position privilégiée de la fonction policière au sein de la vie économique, sociale, militaire et politique du pays, il organisa *Ajax* en s'assurant de la complicité d'un maximum de policiers afin de contrecarrer les effets destructeurs de la politique de Vichy. Dans cet esprit, les agents d'*Ajax* sabotent les enquêtes judiciaires, préviennent les résistants de leurs arrestations prochaines ou des pièges qui leur sont tendus, les préviennent aussi des opérations de police à leur rencontre. En fait, *Ajax* noyautait la police officielle de Vichy et communiquait directement avec le BCRA par ses propres moyens radio... ou — clandestinement — ceux des préfetures.

Le réseau *Ajax* est né. *Ajax* comme Ajaccio et les personnages mythologiques, Achille et *Ajax*. Désormais, chaque réseau devra lui apporter son concours. En réalité, c'est surtout *Ajax* qui apportera aide et assistance aux autres réseaux. Achille évoqua *Ajax* comme le réseau des « dépanneurs de la Résistance ».

Nuit du 23 au 24 juillet 1943 : Achille rentre en France. Il apprend que Buffet l'a dénoncé à l'OVRA qui s'est présentée à son domicile à 3 reprises pour arrestation.

Le réseau *Ajax* va pouvoir déployer ses ailes. Il coiffe déjà 10 secteurs en Zone Sud. Toulouse, Vichy, Clermont-Ferrand, Lyon, Limoges, Annecy, Montpellier, Nice, Marseille, Bordeaux, Grenoble. L'ensemble de ces secteurs constitua le sous-réseau *Candide* dont la direction était assurée par le commissaire Léon Théus.

Et s'attaque à la Zone Nord, Émile Pouliquen est désigné chef du secteur Paris et de la centrale afférente. La population policière y est plus nombreuse qu'ailleurs. Mais les Allemands aussi. Sans compter les hauts fonctionnaires de police et le préfet Bussièrès qui ont totalement ouvert les portes de la Préfecture aux Allemands. La Zone Nord d'*Ajax* est organisée sur le modèle de la Zone Sud. L'ensemble des secteurs de la Zone Nord s'agrégeaient dans le sous-réseau *Zadig*, dont le Chef était André Godin. Commissaire de police radié par Vichy pour cause d'appartenance à la franc-maçonnerie. *Ajax* compte désormais 20 secteurs.

La centrale de l'état-major s'établira à Lyon. La direction de la centrale est confiée au commissaire Michel Hacq, qui quitta Toulon à la hâte après que son opérateur fut arrêté. Il rejoint Achille avec Jeanne Massoni et l'inspecteur Paul Torricini qui jouèrent des rôles importants au sein d'*Ajax*.

Michel Hacq était alors dans le viseur du sinistre groupe Masuy, qui distribuait son portrait dans les rues de Lyon. Décision fut prise de l'exfiltrer pour Londres avec l'inspecteur Finelli. Transitant par Paris, ils furent arrêtés et torturés par le groupe Masuy, puis par la Gestapo. Ils ne dirent pas un mot. Et furent déportés. Ce fut un traumatisme.

Mais *Ajax* avait de la ressource et fit feu de toutes parts. Spécialement dans **la protection des résistants et des Juifs**, mais pas uniquement. Chaque paria de Vichy, chaque résistant, était un ami d'*Ajax*. Ils en sauvèrent un nombre incalculable. À titre d'exemple, quand un membre d'*Ajax* était informé d'une arrestation à venir, il retenait l'information une heure ou deux, et quand elle était transmise cela s'achevait par un « recherches infructueuses ». Roger Souques (employé au service du courrier de l'intendance de Toulouse) remettait les copies des projets d'opérations contre les maquis et les lettres de dénonciation des patriotes. *Ajax* comportait nombre de Roger Souques...



Achille Peretti © Crédit
photo : DR

La fourniture de faux papiers fut un axe essentiel. Évoquons Antoine Poggioli, chef de division à la préfecture de Toulouse et chef du secteur Toulouse-*Ajax*. Ses faux papiers sauvèrent des centaines de Juifs et résistants. À Lyon, Achille avait ouvert « une société de fabrique de peignes » dissimulant un service de faux papiers allant des tampons de Vichy à ceux des préfectures, des *Kommandanturen*, vraies fausses cartes d'identité, permis de conduire, cartes d'alimentation... « Tout ce qui sauvait des vies ».

Les évasions : le coup de maître fut sans doute celui de l'évasion de cinq des chefs de l'Armée secrète sur un coup de génie d'Antoine Poggioli qui tira un immense bénéfice d'une nouvelle consigne de Vichy. À savoir que, désormais, les préfets avaient pour consigne d'agir dès réception du télégramme d'élargissement de l'administration, sans attendre confirmation par voie d'arrêté ministériel. Antoine Poggioli fit fabriquer de faux documents, Jules Léoni se chargeant ensuite de poster le faux télégramme d'élargissement depuis Vichy, dûment tamponné par les services de Laval. Les évasions avaient lieu le dimanche, quand les préfets étaient en famille. Et se multiplièrent jusqu'au jour où un préfet mécontent vint se plaindre à Darnand de la libération d'un résistant qu'il avait lui-même fait mettre en prison.

Identifier les traîtres : un membre de la Résistance, arrêté par la Gestapo en 1943, dénonce les époux Nolle, un couple de châtelains de Luzillé (37) dont le domaine sert d'aérodrome pour la RAF et d'où Achille s'était envolé pour Londres quelques mois plus tôt. Trahison de l'Inspecteur Léon Loiseau, qui dénonça plusieurs dizaines de policiers résistants, dont une quinzaine de policiers de Toulon, ainsi contraints de prendre le maquis en catastrophe. Dans l'affaire Jean Moulin, un des premiers renseignements majeurs qu'*Ajax* transmet à Londres réside dans le premier rapport que le BCRA obtiendra sur l'arrestation et la mort de Jean Moulin.

Le renseignement : depuis le retour d'Achille, le réseau s'était largement étendu en passant de 11 secteurs à 20. La force de frappe était conséquente. Il y a des dizaines d'exemples, retenons un des plus fameux. Sur le secteur Vichy, l'inspecteur Gaston Gini infiltra le service de sécurité de Laval par l'intermédiaire du commissaire Égard Vincensini et communiqua régulièrement à Ajax les comptes rendus écrits des Conseils des ministres, ainsi que les notes orales trop incandescentes pour être rendues publiques. Son poste était si exposé qu'il ne figurait sur aucun registre. Le trio Achille, Jules Léoni et Égard Vincensini était le seul à savoir.

Le contre-espionnage : parlons évidemment de Simon Cotoni, chargé du renseignement militaire et chef du sous-réseau *Micromégas* qui avait réuni plus de 80 agents venus d'officiers et de sous-officiers de Saint-Cyr, tous formés au renseignement, parlant Allemand, Anglais, connaissant leur population sur le bout des doigts. Les informations glanées dans les semaines précédant le Débarquement furent décisives, détaillant chaque division, l'état des effectifs, du matériel, des mouvements de troupes, etc. Ils firent la joie des Alliés.

Les femmes : 70 femmes étaient inscrites au réseau. La moitié en tant qu'agents de renseignements, l'autre moitié entre agents de liaison et personnel de secrétariat. Elles payèrent parfois un lourd tribut (Clara et Charlotte Pouliquen, Juliette Espitalier, Louise Orsini).

L'ensemble des secteurs participa activement à la libération du territoire. Achille fut personnellement chargé de la protection du général de Gaulle lors de son retour à Paris. Et si j'en ai le temps, je vous raconterai ce passage héroïque de notre Histoire.

Bilan : le réseau Ajax comportait environ 1 200 agents, dont plus de la moitié était issue des services de police. 34 agents morts pour la France. Les agents d'Ajax se virent décerner 220 croix de guerre, 105 médailles de la Résistance, une quinzaine d'insignes de l'ordre national de la Légion d'honneur, une dizaine de médailles militaires. Une dizaine d'agents se virent récompensés par les autorités Anglaises, *King's Medal for Courage* et *Medal of Freedom* ou *Distinguished Service Order*. Achille et André Godin furent nommés Compagnons de la Libération. Enfin, Achille fut nommé au grade de chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur à titre militaire (promu officier, puis commandeur par la suite).



LES FUNAMBULES : LES ACROBATIES DE LA POLICE D'ALGER

par Katherine LOFFREDO-TREILLE

Présentation de Joseph Loffredo

Mon père, Joseph Loffredo, est né le 15 février 1908 à La Calle, en Algérie. Sa famille est originaire de Torre del Greco, en Italie, près de Naples. Ses ancêtres étaient des marins et faisaient notamment du commerce de corail entre l'Afrique du Nord et l'Italie. Son arrière-grand-père fut fait prisonnier par des pirates barbaresques, puis fut l'esclave du Bey d'Alger avant d'être vendu à un marchand et finalement racheté par sa propre famille, par l'intermédiaire des chevaliers de l'ordre de Malte. Nos aïeux se sont ensuite installés à La Calle, et ce, avant les Français puisque la ferme Loffredo est citée par Louis Blanc dans son livre *La conquête de l'Algérie*.

Au sein de sa famille, Joseph Loffredo a été majoritairement influencé par deux personnes. D'abord par son père. Celui-ci a fait ses études à Louis le Grand, à Paris, puis au Lycée de Marseille. Après un passage dans la banque paternelle, il est entré dans la magistrature et est devenu plus tard homme d'affaires. Ensuite par son oncle maternel. Celui-là, armateur, lui a transmis le goût de la mer, la hauteur de vue et l'indépendance d'esprit des marins.

Mon père a accompli son service militaire dans les Zouaves, en Algérie car, il était de ces Français profondément attachés à cette nation nouvelle, qui avaient repris leurs racines sur cette autre rive de notre Méditerranée, comme les Romains deux millénaires auparavant. Il était très proche de toutes les communautés vivant en Algérie. Par ailleurs, il a obtenu son brevet d'arabe classique le 10 juin 1926 et parlait couramment les arabes de Tunisie, d'Algérie et du Maroc.

Entré dans la police en 1932, il est devenu inspecteur de la sûreté en 1934. Lors de l'armistice, en 1940, il était inspecteur de la police mobile et a fait immédiatement son choix devant les événements. Les policiers étaient des fonctionnaires sous les ordres du gouvernement de Vichy. Certains policiers, qui ont fait le choix de la Résistance en restant à leur poste, ont dû donner « le change » pour être efficaces et utiles dans la lutte contre le régime de Vichy. Clandestinement, ces policiers ont créé le réseau de Résistance *ALI*, réseau composé de policiers et de civils et ont fait partie des « Travaux Ruraux » du colonel Paul Paillole.

Mon père n'ayant rien écrit, je ne base mon exposé que sur des lettres que j'ai retrouvées dans ses papiers.

I. André Achiary, commissaire de la BST (brigade de la surveillance du territoire) et chef du réseau de Résistance *ALI*

1°. Les fonctionnaires

Le commissaire qui dirige la brigade de la surveillance du territoire à Alger est André Achiary. L'inspecteur Joseph Loffredo est son principal collaborateur. N'oublions pas que la police est sous les ordres du gouvernement de Vichy et doit réprimer « les menées antinationales ». Ils combattent officiellement les « ennemis de la France » c'est-à-dire les communistes alliés de l'Union soviétique et les gaullistes.

Le 16 juin 1941, Weygand, délégué général du gouvernement en Afrique française, écrit au gouverneur général de l'Algérie : « La brigade de la surveillance du territoire d'Alger a, au cours des dernières semaines remporté de brillants résultats dans la répression des menées antinationales. Je vous serai reconnaissant de bien vouloir lui transmettre mes félicitations, ainsi qu'à son chef le commissaire Achiary, dont le dévouement, l'intelligence et la compétence sont à la base des succès obtenus par la BST. Copie conforme transmise à Loffredo Joseph, inspecteur de police mobile. »



André Achiary
© Crédit photo : DR

12 janvier 1942, sont arrêtés Charles Stora et Henri Hostein pour atteinte à la sûreté extérieure à l'État (affaire gaulliste).

5 juin 1942, Roger Vissières et son épouse Georgette Aubert sont arrêtés par l'inspecteur Begue sur commission rogatoire du juge d'instruction près le tribunal militaire de Tunis, relative à l'affaire de Roquemaure.

Mais André Achiary a décidé d'utiliser son poste stratégique au service d'une action de résistance. Ce fut la création d'un premier pôle de Résistance.

2°. La création du réseau de Résistance ALI dès 1940 en Algérie

Donc, parallèlement à leur activité officielle de policiers, André Achiary, Joseph Loffredo et d'autres créent le réseau de Résistance ALI. André Achiary, Joseph Loffredo et tous les membres du réseau œuvrent ensemble dans la Résistance contre les agents de l'axe italiens, allemands et les locaux recrutés par les nazis.

J'ai retrouvé des rapports dans lesquels Joseph Loffredo se présente comme ex-chef-adjoint du réseau de Résistance ALI et atteste le rôle joué par :

Alexis Studer : « inspecteur à la surveillance du territoire, il a accompli de nombreuses missions de renseignement et de liaisons. Entre autres, il a accompli des missions dangereuses en territoire étranger, comme au Maroc espagnol. »

Jean Peretti : agent secret, « a entrepris sous nos ordres, la lutte contre les commissions d'armistice. »

Vincent Daure : « activité qui fut appréciée de nos services »

Ulric Canosi : « il savait que nous avions décidé de poursuivre la guerre clandestinement contre les Allemands et les Italiens. Nous lui avons conservé sa spécialité (marin) pour les recherches de contrespionnage et aussi les nombreuses activités clandestines auxquelles se livrait notre service » (attestation par Achiary).

Vincent de Crescenzo : « En 1941, la Résistance prenant corps à la suite d'une organisation plus rationnelle, de Crescenzo a été chargé par le réseau Achiary-Loffredo de nombreuses missions dans la branche maritime (exemple : protéger les résistants s'embarquant clandestinement pour Gibraltar). Pour le débarquement du 8 novembre 1942, il a fourni des renseignements très précieux au problème de vue stratégique sur toute la côte et moyens de défense (canons et emplacement de mines). Il a participé au débarquement du 8 novembre 1942, payant de sa personne. Il a facilité notamment à Alger l'entrée au port des navires alliés transportant hommes et matériel et signalant les champs de mines. »

Ce réseau de Résistance ALI est en contact avec Londres par le réseau d'information des Forces françaises combattantes en Afrique française du Nord (AFN) créé par le socialiste Paul Schmitt dès l'automne 1940. C'est le général de Gaulle qui, à Londres, donne le nom de FFC aux agents des réseaux de la France libre dans la zone occupée par les Allemands ou contrôlée par le gouvernement de Vichy. André Achiary et Joseph Loffredo sont également en relation avec le réseau polono-britannique F2.

L'amitié entre André Achiary et Joseph Loffredo a été forte, sincère et indéfectible. J'ai encore lu qu'André Achiary était opiomane. C'est inexact. Par contre, son épouse était opiomane. Le 12 mars 1968 il écrivait à mon père pour lui demander d'être témoin à son divorce. « Le Préfet Pierre Malvy a gardé leur fille Anita chez lui pour éviter qu'elle soit contaminée par sa mère qui avait commencé à l'entraîner vers la drogue ». À ma connaissance — et mon père me l'a dit et redit — André Achiary ne prenait pas de drogue.

3°. Les Travaux Ruraux du colonel Paillole à Marseille

« L'entreprise des Travaux Ruraux » est créée officiellement le 1^{er} juillet 1940 par le colonel Paul Paillole. C'est un service militaire français clandestin, dont la partie visible est le bureau des menées antinationales (BMA), organe officiel du gouvernement de Vichy. Il y a des « TR » aussi bien en France qu'en Afrique du Nord. À Alger, parmi les représentants des TR, on compte le colonel Jean Chrétien au sein du BMA et Achiary, Loffredo et Robert Blémant pour la BST.

Paul Paillole, chef et liquidateur des réseaux de Résistance SSMF-TR écrit :

« Monsieur Loffredo Joseph a secondé efficacement, en toutes circonstances et dans tous les domaines, l'action de contre-espionnage des réseaux S.S.M.F.-TR et des services de sécurité militaire français et alliés pendant toute la durée des hostilités. Monsieur Loffredo, grâce à un patriotisme avisé et une technique sûre, a pris une part considérable dans la neutralisation des activités ennemies en A.F.N. et dans la préparation du débarquement allié de novembre 1942. Il s'est lancé dès juillet 1940 dans une lutte clandestine contre l'occupant. Il a secondé de façon décisive les services français de contre-espionnage et les réseaux de résistance, neutralisant efficacement les services spéciaux de l'Axe en Algérie. Le fonctionnaire a participé, bénévolement, à l'exécution de multiples missions intéressant directement la défense nationale, poussant son action dans les pays étrangers hostiles. »

André Achiary et Joseph Loffredo ont travaillé et participé à la lutte contre le régime de Vichy et l'occupant. Leur qualité de résistants ne fut jamais contestée.

Joseph Loffredo recevra :

- le 26 mai 1943 : la médaille de la Résistance, Décret 1 251 fait à Londres,
- le 10 juillet 1943 : la croix polonaise du Mérite en argent « pour ses mérites exceptionnels rendus au risque de sa vie pour la cause polonaise »,
- le 17 avril 1947 : une attestation P1 pour combattant volontaire.

Le 29 janvier 1948, le lieutenant-colonel Le Cars, chef du BL des Forces françaises combattantes de l'intérieur fera une attestation « agent P1 ayant servi du 12 juillet 1942 au 30 novembre 1942 au réseau AFN des Forces françaises combattantes ».

Le 9 janvier 1947, au nom du gouvernement américain, le consul général lui décernera « une décoration rappelant les services spéciaux rendus par vous à nos Forces armées lors des débarquements de 1942 ».

Après avoir exposé le double jeu de la brigade de la surveillance du territoire avec uniquement les documents que conservait mon père, je vais vous relater deux événements qui montrent encore que Joseph Loffredo avait choisi le camp des résistants même si, après l'assassinat de Darlan, il a dû « arrêter » ses amis.

II. Le débarquement du 8 novembre 1942

À cette occasion, Joseph Loffredo a reçu la *Médaille of Freedom* avec la palme d'argent. La citation qui accompagne cette médaille montre le rôle qu'il a joué dans le débarquement du 8 novembre 1942 : « Monsieur Joseph Loffredo, chef adjoint de la police d'Alger a rendu des services précieux à la cause des alliés de janvier à novembre 1942. Il a obtenu d'importants renseignements concernant les activités des agents de l'ennemi et pendant la nuit des débarquements alliés en Afrique du Nord, a pris le commandement de la police, protégeant les quartiers généraux du groupe de patriotes français qui occupaient des points stratégiques à Alger ». Grâce à Vincent de Crescenzo, les navires US ont eu connaissance des champs de mine et des emplacements des canons dans le port d'Alger.

III. L'assassinat de François Darlan

Préalablement, il est nécessaire de préciser que le Comte de Paris est arrivé le 10 décembre 1942 à Alger. Le Comte de Paris était interdit de territoire français et Alger était un département français. Le Comte de Paris s'est immédiatement rendu au domicile d'Henri d'Astier, au 2 rue Lafayette. Il semblerait que les inspecteurs Marcel et Joseph Schmitt (deux frères) aient posé des micros à son domicile. Il est surveillé par le réseau Achiary-Loffredo sur instructions du colonel Paillole.

François Darlan est assassiné le 24 décembre 1942 dans l'antichambre de son bureau du haut-commissariat de France en Afrique du Nord par Fernand Bonnier de la Chapelle. Joseph Loffredo et André Achiary avaient prévu d'arrêter eux-mêmes Bonnier et d'organiser sa fuite au Maroc, mais au lieu de cela, il a été conduit directement à la police judiciaire. Après un procès sommaire donné par la Cour martiale, il est fusillé le 26 décembre 1942. Le général Giraud soupçonnant toutefois un complot, nomme un juge d'instruction militaire, le commandant Albert-Jean Voituriez qui commence son enquête le 9 janvier 1943. La BST de la police est chargée de l'exécution de cette enquête.

À ce titre, le 10 janvier 1943, Joseph Loffredo doit arrêter Henri d'Astier et l'Abbé Cordier et perquisitionner leur domicile du 2 rue Lafayette. Marie Béatrice d'Astier, la fille d'Henri d'Astier confirme que c'est bien Joseph Loffredo et ses inspecteurs armés de mitraillettes qui ont procédé à cette arrestation pour les conduire au tribunal militaire.

Le même jour, Mario Faivre (il a 20 ans), qui a fourni l'arme à Bonnier de la Chapelle et a conduit Darlan au haut-commissariat, arrive comme d'habitude au 2 rue Lafayette. Les policiers l'attendent et il est conduit à la Maison des Italiens, siège de la BST, où il est interrogé par Joseph Loffredo. Plus tard, Mario Faivre écrira que le 11 janvier 1943, il est devenu ami avec Joseph Loffredo, amitié qui a duré jusqu'au décès de mon père, en 1981, et qui s'est poursuivie avec ma mère, mes sœurs et moi. Il précisera « Au premier coup d'œil nous avons sympathisé. Joseph Loffredo ne fait pas de zèle... Il m'a dit "Pour le moment, on ne m'a remis aucune instruction spéciale vous concernant, comme ce n'est pas à moi de prendre l'initiative de votre arrestation, vous êtes libre. Ça ne va sans doute pas durer, voyez ce que vous avez à faire." » Le fait d'avoir laissé repartir Mario Faivre a été très mal pris en haut lieu. Le lendemain, dans le magasin Élysée Couture de Guy Cohen, Mario Faivre est arrêté à nouveau, fort heureusement, par les Inspecteurs de la BST et non par les gardes mobiles, lesquels l'auraient emmené à la police judiciaire... Après un interrogatoire avec Voituriez, Mario Faivre parvient à ressortir libre.

Le 12 janvier 1943, Mario Faivre est encore arrêté, mais depuis le 11 janvier « des gens étrangers ont été affectés à la DST, sans doute pour surveiller Joseph Loffredo ». Dans le même temps, Joseph Loffredo interroge Roger Rosfelder, connu sous le nom de Roger Curel, écrivain et scénariste (La Rose d'Alger en 1989 et Colère et Politique mode d'emploi en 2014). Joseph Loffredo va trouver Mario Faivre pour lui dire « Ça ne va pas ! Ton copain n'y est pas... Si je rapporte à Voituriez ce qu'il me raconte, vous êtes fichus. » Mario Faivre veut voir Rosfelder, mais c'est impossible. « Tu laisses parler Roger et tu notes ce que tu veux ».

Joseph Loffredo rassure Mario Faivre « Ça va, j'ai fait comme ça ».

En février 1943, Henri d'Astier et Cordier restent les seuls détenus dans cette affaire jusqu'en septembre 1943, date à laquelle le colonel de la justice militaire Pages rendra un non-lieu général.

Joseph Loffredo a fait des reproches à l'abbé Cordier et quelques-uns de ses amis qui célébraient le meurtre de Darlan au restaurant de Paris. Il leur a dit « ce n'est pas un assassinat que vous fêtez mais deux ; celui de Darlan, mais aussi celui de Bonnier de la Chapelle ». L'abbé Cordier a été envoyé sur le front d'Italie. Il avait ses méthodes. L'OSS, office des services secrets américain lui avait donné le surnom de « la cravate ». L'abbé Cordier a dit à Joseph Loffredo « La mer est une tombe silencieuse, noble et merveilleuse. Et puis je n'omets jamais de leur administrer l'extrême-onction avant, alors ne va pas me disputer pour la couleur du foulard. »

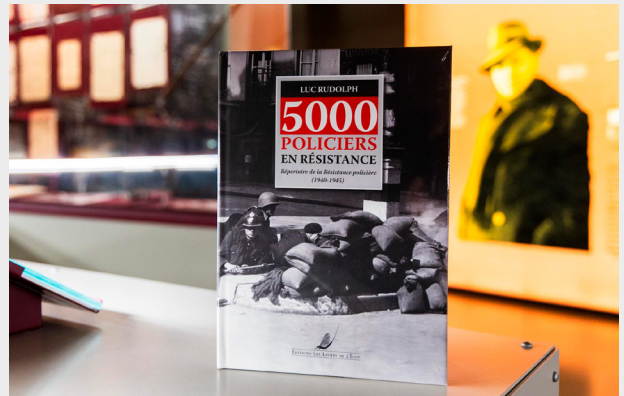
En 1945, Bonnier de la Chapelle a vu son jugement du 25 décembre 1942 annulé. Puis, en 1953, il fut décoré de la Médaille militaire et la croix de guerre. Quant à Darlan, il est enterré à Mers el-Kébir et sur sa tombe il est inscrit « Mort pour la France ».

Joseph Loffredo sera décoré par la suite :

- de la Médaille militaire,
- de la croix de la Valeur militaire,
- de la Médaille d'honneur de la police française le 20 décembre 1952,
- de l'insigne de chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur le 21 mai 1957.

Conclusion : « Le courage est une chose qui s'organise » (André Malraux, L'Espoir). La mission de la police, dont la devise est « Pour la patrie, ils veillent », est la protection des citoyens et du territoire. Donc, mission accomplie.

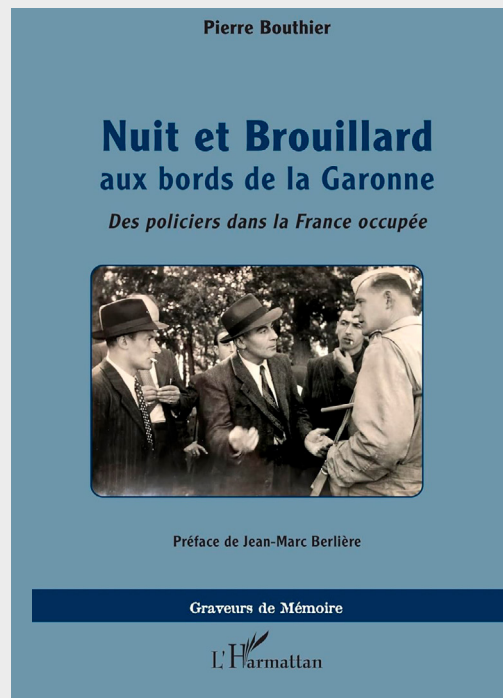
CONFÉRENCE DU 23 SEPTEMBRE 2025



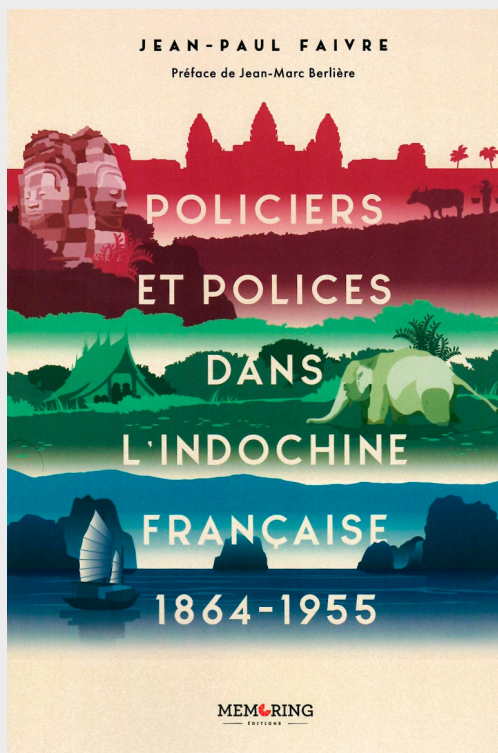
BIBLIOGRAPHIE



Luc Rudolph, *5000 policiers en résistance* — *Répertoire de la résistance policière (1940-1945)*, éditions Les Livres de l'Îlot, 2025



Pierre Bouthier, *Nuit et brouillard aux bords de la Garonne* — *Des policiers dans la France occupée*. L'Harmattan, 2025.



Jean-Paul Faivre, *Policiers et polices dans l'Indochine française (1864-1955)*, Memoring (2^e édition), 2025

POLICE
NATIONALE

